



ACCIDENTS DE LA ROUTE:

Plus de 1400 morts les cinq premiers mois de 2024

page 3

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles Mercredi 10 Juillet 2024 - Prix : 15 DA Tirage 2000

CONSTRUCTION AUTOMOBILE :

Hyundai disposée à produire 3 modèles de véhicules touristiques et 2 types de véhicules utilitaires en Algérie



page 4

Actualité



GÉNÉRALISATION
DU PERMIS DE CONDUIRE
BIOMÉTRIQUE:
Début
de la dernière
phase **2**

La mise
en place
d'annexes
des tribunaux
contribuera
au rapprochement
justice-citoyen **2**

AADL 3 :
Il n'y a pas
de date
fixe pour
la fin
de l'inscription **3**

ONSC:

La participation politique, l'un des principaux fondements de la citoyenneté

p3

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE:

Le président de la République reçoit les vœux de rois, de présidents et de dirigeants de pays frères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu des messages de vœux de rois, de présidents et de dirigeants de pays frères et amis, à l'occasion du 62e anniversaire de l'indépendance, a indiqué lundi un communiqué de la Présidence de la République.

A l'occasion du 62e anniversaire de l'indépendance, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu des messages de vœux de rois, de présidents et de dirigeants des pays frères et amis suivants:

- Le serviteur des deux Lieux saints de l'islam, le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud.
- Le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, président du Conseil des ministres, Mohammed ben Salmene.
- Le roi du Royaume de Bahreïn, Hamed ben Issa Al Khalifa.
- Le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed.
- Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas.
- Le président de la République du Tchad, Mahamat Idriss Déby.
- Le roi d'Espagne, Felipe VI.
- Le président de la République de



Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara.
- La présidente de la République démocratique fédérale d'Ethiopie,

Sahle-Work Zewde.
- Le président de la République du Nicaragua, Daniel Ortega.

- La vice-présidente de la République du Nicaragua, Rosario Murillo", lit-on dans le communiqué.

La société omanaise Abraj Energy Services en visite de travail à Sonatrach



Le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, mardi à Alger, une délégation de haut niveau de la société omanaise Abraj Energy Services, conduite par son PDG, Saif Al Hamhami, en visite de travail en Algérie pour examiner les modalités de mise en œuvre du protocole d'en-

tente conclu entre les deux sociétés. La rencontre, qui s'est déroulée au siège de la Direction générale du groupe, en présence de cadres dirigeants des deux sociétés, "s'inscrit dans le cadre de la visite de travail qu'effectue la délégation omanaise en Algérie pour examiner les moda-

lités de mise en œuvre du protocole d'entente conclu entre les deux sociétés le 24 avril 2024 au Sultanat d'Oman", indique un communiqué du groupe Sonatrach. A cet effet, "une commission mixte a été constituée entre les deux parties pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ce protocole, laquelle se réunira pour examiner plusieurs axes, dont les opérations techniques (services aux puits et forage), les possibilités de coopération et la formation spécialisée", précise la même source. Dans cette optique, la commission mixte se rendra dans les installations de production relevant de l'activité exploration-production de la direction régionale de Hassi Messaoud, ainsi que dans les filiales du groupe dans cette région spécialisées dans les activités de services pétroliers, à l'instar de l'Entreprise nationale de

services aux puits (ENSP), l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), l'Entreprise nationale de forage (ENAFOR), l'Entreprise nationale de géophysique (ENAGEO) et la société Drilling fluids services aux puits (DFSP), ajoute le communiqué. S'agissant de la formation spécialisée, la commission se rendra à l'Institut algérien du pétrole (IAP) et au Département laboratoires relevant de l'activité exploration-production sis tous deux à Boumerdès, ainsi qu'à la Sonatrach management Academy (SMA) à Oran. Au terme de cette visite de travail (7-12 juillet), les membres de la commission se réuniront en atelier pour échanger les vues et discuter de la feuille de route pour la mise en œuvre des axes du protocole d'entente et de coopération convenus entre les deux parties.

La mise en place d'annexes des tribunaux contribuera au rapprochement justice-citoyen

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi, a affirmé, lundi soir à M'sila que la mise en place d'annexes de tribunaux, dans de nombreuses régions du pays, contribuera de manière significative à rapprocher la justice du citoyen. Le ministre qui venait d'inaugurer une annexe de tribunal à Ain El Hadjel, structure relevant du tribunal de Sidi Aïssa, dans le cadre

d'une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya de M'sila, a précisé que ces annexes "faciliteront le droit de recours à la justice et rapprocheront la justice du citoyen, tout en épargnant aux justiciables les désagréments des déplacements". Tabi a ajouté, dans le même contexte, que "l'intensité de l'activité judiciaire, les statistiques enregistrées dans les tribu-

naux et l'aspect géographique ont été pris en compte dans la mise en place de ces annexes dotées de tous les moyens permettant une activité judiciaire normale, en attendant l'ouverture de tribunaux à part entière". Le ministre a appelé les personnels de son secteur à "bien prendre en charge les citoyens" et à "élever leur performance pour la mettre au diapason de l'évolution du

secteur afin de servir au mieux l'intérêt général". Abordant la question de la réalisation d'infrastructures judiciaires, M. Tabi a appelé à "éviter les erreurs précédemment enregistrées en matière d'exécution et à exercer un suivi constant des différentes étapes de la réalisation". Le ministre de la Justice avait entamé sa visite de travail dans la wilaya de M'sila en inspectant, à Sidi

Aïssa, le terrain d'assiette du projet de réalisation du nouveau tribunal, avant d'inaugurer l'annexe d'Ain El Hadjel. Tabi qui avait également posé la première pierre d'un club des avocats au chef-lieu de la wilaya, poursuivra sa visite, mardi, en inaugurant, à M'sila, Ouled Derradj et Ben Srour, de nouvelles structures relevant de son secteur.

L'ambassade d'Algérie à Moscou célèbre le 62e anniversaire de l'indépendance

L'ambassade d'Algérie à Moscou a organisé une cérémonie à l'occasion du 62e anniversaire de l'indépendance, en présence d'un grand nombre de membres de la communauté nationale résidant en Russie. L'ambassadeur d'Algérie à Moscou, Boumediène Guennad, a présidé cette cérémonie, organisée au siège de l'ambassade à l'occasion du 62e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale (5 juillet 1962). Dans une allocution prononcée à cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie a mis en avant les immenses sacrifices consentis par le peuple algérien durant 132 ans d'une résistance inébranlable à l'occupation française pour arracher la liberté et l'indépendance, rappelant le lourd tribut versé par les Chouhada pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Il a également évoqué la bravoure du peuple algérien dans sa résistance face à cet occupant tyrannique, qui a subi de lourdes pertes malgré sa supériorité militaire, rappelant à cet égard la cruauté et les pratiques inhumaines de l'occupation envers les Algériens et sa politique de la terre brûlée dans les villes et villages algériens. Par ailleurs, un match de football a été organisé par les enfants de la communauté algérienne à Moscou, tandis que des enfants, arborant les couleurs nationales, ont entonné des chants patriotiques et récité des poèmes glorifiant la Révolution algérienne et exaltant l'amour de la patrie.

GÉNÉRALISATION DU PERMIS DE CONDUIRE BIOMÉTRIQUE: Début de la dernière phase

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a indiqué, mardi dans un communiqué, que la dernière phase de la généralisation de la délivrance du permis de conduire biométrique à travers toutes les communes du pays avait débuté le 5 juillet dernier. "Conformément aux instructions du président de la République pour le parachèvement des différents chantiers de modernisation, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe les citoyennes et les citoyens que la dernière phase de la généralisation de la délivrance du permis de conduire biométrique a débuté le 5 juillet à travers toutes les communes du pays, après avoir été limitée aux communes chefs-lieux de wilaya depuis 2019, puis aux communes chefs-lieux de daïras depuis décembre 2023", précise le communiqué. Aussi, "toutes les communes du pays prennent en charge la délivrance des permis de conduire biométriques, conformément aux conditions légales en vigueur, que ce soit pour les primo-demandeurs de permis ou pour les demandes de renouvellement des permis de conduire classiques arrivés à expiration, ainsi que pour l'ajout de nouvelles catégories sur le permis de conduire, sachant que les permis de conduire classiques restent valides jusqu'à leur expiration", ajoute la même source. "A ce jour, plus de quatre millions et demi (4.545.000) de permis de conduire biométriques ont été délivrés", rappelle le communiqué.

ED-DIWAN

Quotidien National
d'Informations
Edité par EURL Société Seghir
de communication
Le Site : www.fr.eddiwan.dz

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN / E - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Cite bois des pins ALGER
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia - Beb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur-Alger.
Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45/020.05.13.77
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
esc.societe@gmail.com
0660 74 95 86
Service Publicité
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies
envoyés ou remis
à la rédaction ne peuvent
être rendus ni faire
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tout article
sauf accord
de la direction
du journal.

ACCIDENTS DE LA ROUTE:

Plus de 1400 morts les cinq premiers mois de 2024

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a enregistré 1.446 morts et 14.852 blessés dans 11.162 accidents de la route survenus au cours des cinq premiers mois de 2024.

Selon les chiffres dévoilés, mardi, par le responsable de la DNSR, Ahmed Naït El Hocine, lors du Forum du quotidien El Moudjahid, 11.162 accidents de la route ayant fait 1.446 morts et 14.852 blessés ont été enregistrés entre janvier et mai 2024. Le même responsable a fait état d'une augmentation du nombre d'accidents (+7,10%) et du nombre de morts (+2,99%) par rapport à la même période de 2023. La wilaya d'Oran arrive en tête en termes de nombre d'accidents et de victimes avec 512 accidents et 69 morts, suivie d'Alger avec 496 accidents et 65 décès. Les jeunes ont été à l'origine de pas moins de 4.252 accidents (30%) et les détenteurs d'un permis de conduire de moins de cinq ans ont causé 5.767 accidents (41,92%), selon l'intervenant. Parmi les facteurs ayant contribué à ces accidents de la route, M. Naït El Hocine



a cité "le manque de vigilance, l'excès de vitesse des conducteurs et le non-respect des passages piétons".

Il a, à cet égard, réaffirmé l'importance de la formation et de la participation des auto-écoles aux efforts

de l'Etat visant à réduire les accidents de la route et leurs conséquences.

AADL 3 :

Il n'y a pas de date fixe pour la fin de l'inscription

Les inscriptions au programme de logements location-vente AADL 3 se sont poursuivies, hier, pour le quatrième jour de l'opération, depuis son lancement vendredi soir. Le directeur général du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Mordjani, a tenu à rassurer que la plateforme dédiée aux inscriptions à l'AADL 3 restera ouverte jusqu'à ce que tous les demandeurs souhaitant s'inscrire à cette formule puissent le faire.

Près de 723.000 souscripteurs inscrits sur la plateforme

Le nombre des souscripteurs qui se sont inscrits sur la plateforme numérique consacrée au programme AADL3 2024 a atteint 722.999 inscrits à travers l'ensemble du territoire national depuis l'ouverture de cette plateforme vendredi soir, a indiqué le ministère de l'Habitat,

de l'Urbanisme et de la Ville, lundi, dans un communiqué. "La plateforme d'inscription au programme AADL3 a été ouverte pour le 4e jour consécutif de 08h00 jusqu'à 18h00", a fait savoir le communiqué, ajoutant que "le nombre des souscripteurs a atteint jusqu'à lundi 8 juillet 2024 à 18h00, 722.999 souscripteurs à travers l'ensemble du territoire national", lit-on dans le communiqué. Le ministère a informé les citoyens que les inscriptions sur la plateforme AADL 3 "reprennent mardi, 9 juillet 2024, de 08h00 à 18h00", assurant que "l'opération se poursuivra quotidiennement afin de permettre à tous les citoyens intéressés de s'inscrire à ce programme". Beaucoup d'Algériens attendaient avec impatience ce programme annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en octobre 2023, avant de révéler, en mai dernier

que l'ouverture des inscriptions était prévue pour le 5 juillet 2024.

La plateforme sera accessible tous les jours de 8h à 18h

«La plateforme sera accessible tous les jours de 8h à 18h, pour permettre à tous les citoyens intéressés de s'y inscrire. Il n'y a pas de date fixe pour la fin de l'inscription. Nous voulons nous assurer que chaque personne désireuse de s'inscrire ait la possibilité de le faire sans précipitation. Cette décision est prise, pour éviter tout sentiment d'exclusion et garantir que le processus soit le plus inclusif possible», a-t-il affirmé. Il faut dire que dès les premières minutes de son ouverture, la plateforme électronique d'inscription a connu une affluence record, dépassant largement les prévisions initiales.

ONSC:

La participation politique, l'un des principaux fondements de la citoyenneté

La participation politique est l'un des principaux fondements de la citoyenneté qu'il appartient à la société civile de renforcer, a affirmé lundi à Oran le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham. Intervenant lors d'une rencontre organisée par l'ONSC au Village méditerranéen à Oran, avec la participation des autorités de wilaya, de représentants d'associations et d'organisations locales et d'acteurs sociaux, M. Benbraham a souligné que "la participation politique à la vie publique et aux échéances électorales est à la fois un droit et un devoir qu'il appartient

à tout citoyen d'exercer à chaque occasion qui se présente comme la présidentielle du 7 septembre prochain". "La société civile est appelée en tant que force vive à œuvrer pour le renforcement de la culture citoyenne et la promotion de la participation politique et démocratique pour mieux servir le pays, préserver sa stabilité et réaliser davantage de progrès et de prospérité", a-t-il ajouté. Benbraham a appelé en outre les représentants des organisations de la société civile à "passer d'une société civile revendicative à une société civile productive et utile pour le pays". La réunion interactive a été marquée par l'orga-

nisation d'ateliers supervisés par des enseignants, des chercheurs et des militants associatifs, ayant traité de plusieurs thématiques, dont l'élection présidentielle pour l'exercice d'une citoyenneté active, la démocratie participative, la société civile et le développement local. Les ateliers ont également porté sur la communication et les réseaux sociaux, le renforcement et la promotion des valeurs du volontariat, le réseautage associatif, l'entrepreneuriat et les start-up. Selon Mme Yakout Aissani, vice-présidente de l'ONSC, cette réunion organisée à l'occasion du 62e anniversaire de la fête de l'indépen-

dance et de la jeunesse vise à renforcer l'engagement de la société civile sur les questions de la société et les enjeux nationaux et à conscientiser les différentes franges de la société. La réunion vise également à renforcer la culture électorale et la pratique démocratique participative en tant que mécanisme de développement local, à contribuer à la réussite de l'élection présidentielle, à créer un espace d'échange d'expériences dans le domaine du volontariat et du réseautage associatif et à renforcer la coopération et le partenariat entre la société civile et les pouvoirs publics, a-t-elle ajouté.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION:

51 morts et 1853 blessés en une semaine

Cinquante et une (51) personnes ont trouvé la mort et 1853 autres ont été blessées dans 1507 accidents de la circulation survenus durant la période du 30 juin au 6 juillet travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de

la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tindouf avec 5 morts et 6 blessés, dans 3 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont inter-

venus pour l'extinction de 2087 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (202 incendies), Annaba (106) et Blida (100), ajoute le communiqué. Durant la

même période, 7424 interventions ont été effectuées par les services de la Protection civile pour le sauvetage de 452 personnes en situation de danger, ainsi que 6448 opérations d'assistance diverses.

PÊCHE AU THON ROUGE:

Des inspecteurs algériens honorés

Des inspecteurs de pêche nationaux, ayant pris part à l'opération d'inspection internationale de la campagne de pêche au thon rouge 2024, une première mission du genre pour l'Algérie, ont été honorés mardi à Alger, à leur arrivée à bord du navire scientifique "Grine Belkacem", utilisé pour assurer cette mission. A l'occasion, le secrétaire général du ministère de la Pêche et des productions halieutiques, Mohamed Bengrina, a félicité les quatre inspecteurs pour "leurs professionnalisme et abnégation" tout au long de leur mission, entamée le 10 juin dernier. Il a dans ce sens assuré que l'Algérie a entamé "une nouvelle étape dans le secteur de la pêche avec la participation, pour la première fois, à l'opération internationale conjointe d'inspection du thon rouge en Méditerranée et a gagné une équipe d'inspecteurs expérimentés et professionnels". Dans une déclaration à l'APS, l'inspecteur principale, coordonnateur de la mission internationale d'inspection du thon rouge, Hamza Melikchi a indiqué que l'équipe algérienne d'inspecteurs a mené inspections et interventions au sud-ouest de Malte, sur des navires nationaux et autres battant pavillon étranger. Il a détaillé que leur travail a été de contrôler l'aspect technique de l'opération de pêche du thon, la conformité des navires et les équipements utilisés avec les normes exigées par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). M. Melikchi a également ajouté que l'équipe des inspecteurs a suivi plusieurs formations nationales et internationales et cumule des années d'expérience dans le domaine avant d'être accréditée auprès de l'ICCAT. De son côté, le directeur central au ministère de la Pêche et des productions halieutiques, chargé des activités de la pêche et de l'aquaculture, a indiqué que les inspecteurs algériens ont contrôlé lors de leur mission, 13 navires nationaux et d'autres étrangers, français, italien et turc notamment. Aussi, la même équipe a observé et surveillé 23 autres navires, avec documentation de leur activité. Pour rappel, le quota de l'Algérie de thon rouge pour l'année 2024 avait été revu à la hausse, passant à 2.046 tonnes contre 2.023 l'année dernière. Cette campagne, entamée le 26 mai dernier, a été assurée, pour l'Algérie, par 34 thoniers.

BOUIRA:

Fermeture temporaire de la RN 33 à Tikjda à cause d'un glissement

La route nationale n°33 reliant Bouira à Tikjda a été fermée à la circulation mardi suite à un glissement de terrain survenu sur le point kilométrique RN33 à Tikjda, a-t-on appris mardi auprès des services de la direction des travaux publics. "La route nationale N 33 a été fermée à la circulation depuis lundi à cause des travaux d'un glissement de terrain survenu sur le point kilométrique 33 à Tikjda", a expliqué à l'APS le directeur des travaux publics (DTP), Noureddine Gasmi. Le même responsable a fait savoir que suite à ces travaux, la circulation automobile a été déviée vers l'ancienne route nationale 33 AT. "Nous présentons nos excuses aux usagers de la route pour ces désagréments causés par ces travaux indispensables pour traiter ce glissement de terrain et éviter tout danger aux automobilistes", a indiqué M. Gasmi. Les travaux de réhabilitation et de traitement de ce glissement ont été confiés à l'entreprise publique "Sapta" pour un montant de 50 millions de dinars et pour un délai ne devant pas dépasser les trois mois, selon les détails fournis par le même responsable. "Nous allons effectuer des travaux profonds sur le sol pour placer des pieux et pour stabiliser le sol" a encore expliqué le directeur des travaux. A propos d'une opération similaire pour traiter un traitement de terrain survenu également il y a quelques mois sur la route nationale n°15 à Aghbalou (Est de Bouira), M. Gasmi a précisé que les études sont achevées, ajoutant : "nous avons lancé les cahiers de charge pour entamer les travaux selon les normes". Une enveloppe financière de l'ordre de 50 millions de dinars a été alloué à ce projet, qui, selon le même responsable, "devra démarrer bientôt". "La route nationale N 15 est actuellement ouverte à la circulation, après avoir effectué des travaux temporaires en attendant de trouver une solution définitive et efficace", a encore expliqué le directeur des travaux publics.

Hyundai disposée à produire 3 modèles de véhicules touristiques et 2 types de véhicules utilitaires en Algérie

Les responsables de la marque automobile "Hyundai" ont fait part, lundi à Alger, de leur disposition à mettre en place une usine en Algérie, conformément aux normes internationales de la société, permettant la production de trois (3) modèles de véhicules touristiques, ainsi que deux types de véhicules utilitaires de la marque, indique un communiqué du ministère.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique pour la relance de l'activité d'industrie automobile, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun a reçu, lundi 8 juillet, une délégation comprenant de grands responsables de la compagnie Hyundai et de l'Entreprise commerciale omanaise (OTE Group), en vue de présenter le projet de fabrication automobile de la marque Hyundai en Algérie", souligne le communiqué. Lors de cette rencontre, ajoute la même source, le ministre a écouté un exposé détaillé présenté par le responsable de la société Hyundai de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (MENA), Tarek Mosaab, affirmant que le projet "entrera dans le cadre de la politique du gouvernement (algérien), visant à créer une véritable industrie automobile, avec la réalisation d'un taux d'intégration considérable". "Les responsables de la société ont exprimé leur disposition à mettre en place une usine conformément aux normes internationales de la société. La conception du projet prendra en compte dès le départ la création



d'une ligne de construction de carrosseries et d'une ligne de peinture automobile. Trois (3) modèles de voitures touristiques de la marque Hyundai seront produits également,

en plus de deux types de véhicules utilitaires, voire même des véhicules électriques", selon le communiqué. Concernant le choix du terrain, le ministre a souligné "la né-

cessité d'accélérer l'enregistrement sur la plateforme numérique dédiée à cet effet dans les plus brefs délais à l'effet de concrétiser ce projet", selon le communiqué.

Une forte délégation du CREA en mission économique à Montréal

Une forte délégation de chefs d'entreprise du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a entamé une mission économique à Montréal (Canada), dans le cadre de la célébration du soixantième anniversaire des relations diplomatiques entre l'Algérie et ce pays d'Amérique du Nord, indique lundi un communiqué du CREA. Le séjour, qui s'étale du 8 au 14 juillet, "sera marqué par de nombreuses rencontres avec les institutions et les opérateurs économiques du pays", a fait savoir l'organisation patronale. La délégation algérienne a été accueillie lundi au nouveau siège de la Fé-

dération des Chambres du Commerce du Québec où il lui a été présenté le programme COREX qui vise à faciliter et à favoriser les échanges commerciaux entre le Québec et les Etats du Nord-Est américain. "Ce programme duquel le CREA souhaite s'inspirer permet aux jeunes exportateurs d'accéder à des ressources et des conseils pratiques pour mieux se préparer à l'acte d'export", a précisé la même source. Par ailleurs, le CREA et la Fédération des Chambres de commerce du Québec se sont accordés sur une feuille de route pour établir des connexions entre les entreprises

algériennes et canadiennes notamment dans les secteurs agricoles, industriels et miniers. L'occasion a été également pour une rencontre conviviale entre la délégation et les membres de la diaspora algérienne qui exercent dans le secteur économique aux fins de tisser des liens et célébrer ensemble le 62ème anniversaire de l'indépendance, a fait savoir le CREA. Toujours dans le cadre de sa mission au Canada, une visite au Technoparc de Montréal, un parc d'affaires scientifiques et technologiques à vocation internationale est prévue mardi, ainsi qu'un lieu de recherche et de déve-

loppement commercial qui regroupe plus d'une centaine d'entreprises. En partenariat avec le patronat canadien, le Conseil du développement économique Canada-Algérie, le CREA organisera mercredi un forum économique entre les entreprises algériennes et canadiennes au cours duquel seront présentées les opportunités d'investissement en Algérie. La suite du séjour sera consacrée aux "rencontres bilatérales entre le CREA et diverses institutions économiques ainsi qu'avec des personnalités économiques membres de la diaspora", conclut le communiqué du CREA.

SONELGAZ:

Mise en service partielle de la plus grande centrale électrique en Algérie



Le groupe Sonelgaz a annoncé, lundi, dans un communiqué, la mise en service partielle de la plus grande centrale électrique en Algérie, à Mostaganem, ce qui permettra de

renforcer les capacités nationales de production de 450 Mégawatts, dans une première étape. "Sonelgaz a procédé depuis jeudi dernier, par le biais de sa filiale SPE-production de

l'électricité, à la mise en service partielle, de la centrale électrique hybride à Mostaganem, et ce, par l'entrée en service des premières turbines à gaz", selon le communiqué,

relevant que "cette opération intervient pour renforcer les capacités nationales de production de 450 Mégawatts dans une première étape". Cette station s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement de la wilaya de Mostaganem, du renforcement de l'approvisionnement du réseau national en énergie électrique et de l'amélioration du service public, particulièrement, dans cette wilaya côtière à caractère touristique et industriel et dans toutes les wilayas du pays, a ajouté le groupe public. "Cette grande structure énergétique vient s'ajouter à l'ensemble des projets énergétiques majeurs que Sonelgaz avait mis en service lors des derniers mois, qui sont à même de renforcer les moyens de production de Sonelgaz et d'appuyer ses capacités nationales en termes d'approvisionnement du citoyen en énergie", selon le communiqué.

PÉTROLE : Le Brent clôture à 86,54 dollars

Les cours du pétrole ont reflué, vendredi, sur un marché calme, qui a constaté la dégradation du marché américain de l'emploi et scrute le Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a lâché 1,01%, pour clôturer à 86,54 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en août, a lui cédé 0,85%, à 83,16 dollars.

Journées de la compétitivité du 12 au 14 novembre 2024 à Alger

Les Journées de la compétitivité du 12 au 14 novembre 2024 à Alger par Challenges Center, une start-up labélisée en 2023. Ces Journées seront placées sous le haut patronage du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Plus de 1000 participants sont attendus. Une opportunité pour mettre en relief l'importance de la compétitivité dans le contexte économique actuel, d'autant plus qu'elle constitue le moteur essentiel de la croissance et du développement des entreprises, des industries et des économies nationales.

Nouer des partenariats stratégiques

D'après les organisateurs, tout au long de ces journées de compétitivité, les participants vont pouvoir nouer des partenariats stratégiques et explorer de nouvelles voies pour développer leurs entreprises. Ainsi, cette manifestation offre une plateforme essentielle pour catalyser l'innovation, stimuler la croissance économique et promouvoir l'excellence dans le paysage entrepreneurial. «Cet événement explorera les facettes de la compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux ainsi que dans les domaines de l'employabilité et l'entrepreneuriat», soulignent les organisateurs de cet événement. «Des conférences éclairantes, des témoignages inspirants et des sessions de speeds interviews créeront un espace propice à l'échange d'idées et aux opportunités», a-t-on précisé. La présidente du comité d'organisation, Samira Djehiche, explique que ces journées de compétitivité ont pour objectif d'identifier les principaux facteurs qui influencent la compétitivité, de renforcer la compétitivité collective africaine et de mettre en avant les meilleures pratiques en entreprise qui favorisent la compétitivité. S'inscrivant dans la même démarche des pouvoirs publics visant à booster les exportations, notamment en Afrique, cette manifestation mettra, selon elle, en évidence les opportunités d'export et de partenariat sur les marchés africains.

Ateliers interactifs

L'occasion sera propice également pour célébrer les entreprises innovantes ayant excellé dans la compétitivité. Selon Mohamed Amine Chaïb, fondateur et DG de Challenges Center, la première journée sera dédiée à la compétitivité des entreprises offrant une immersion captivante dans les stratégies clés pour exceller sur les marchés nationaux et internationaux. Des panélistes mettront en lumière la compétitivité à l'international, explorant les opportunités d'exportation et de partenariat. Un Dîner crowdfunding est dédié à soutenir des projets à impact sociétal en Algérie et en Afrique.

EXPOSITION DE PRODUITS AGRICOLES À BATNA: La variété d'abricot "Rosé de Bouzina" à l'honneur

Une riche exposition de produits agricoles a été organisée lundi à Batna, avec à l'honneur la variété d'abricot "Rosé de Bouzina", célèbre notamment dans les régions de Menaâ et de Bouzina.

L'événement, initié par l'association agricole "Khlifeth" de Bouzina, en coordination avec la chambre de l'agriculture, sous le slogan "Notre richesse est dans la pérennité de notre production agricole", a attiré de nombreux visiteurs, en particulier des producteurs du "Rosé de Bouzina". Le président de l'association, Fayçal Chergui, a déclaré à l'APS que l'initiative vise à "promouvoir les produits de la région, en particulier le Rosé de Bouzina", et "à étendre les superficies réservées à sa culture". Pour sa part, l'agriculteur et acteur de la société civile, Ahmed Zaidi, a évoqué la noblesse de cette variété d'abricot dans les régions montagneuses de Menaâ et de Bouzina, où la nature du sol est parfaitement adaptée à sa culture. M. Zaidi a ajouté que le Rosé de Bouzina "se distingue des autres types d'abricots par son goût sucré et sa couleur rougeâtre, ainsi que par son noyau comestible et goûteux que les femmes de la région utilisent dans des préparations de confiseries et l'ajoutent à la confiture d'abricot



pour lui donner une saveur particulière et unique". La manifestation a constitué une occasion pour les agriculteurs de présenter les fruits de saison qu'ils cultivent, tels que les pommes, les prunes et les poires, ainsi que l'ail, le miel, l'huile d'olive, le safran et d'autres épices. La plupart des agriculteurs partici-

pant à la manifestation, ont souligné que leur plus grand espoir repose sur le barrage de Bouzina, récemment mis en service, qui permettra, espèrent-ils, un apport supplémentaire en eau en vue de l'extension des surfaces actuellement exploitées et où pourraient être introduits d'autres types de plantations.

TIARET :

Mise en service de deux réservoirs pour l'approvisionnement en eau potable de trois localités rurales



Deux projets destinés à assurer l'alimentation en eau potable de trois localités rurales de la commune de Ain Lahdid, ont été mis en service dernièrement, à la suite de la réalisation d'un réservoir d'eau et sa connexion à un puits profond, a-t-on appris, dimanche, de la direction de wilaya des

Ressources en eau. Le chef de la Sub-division de l'hydraulique de la daïra de Frenda, Abdelkader Benziadi a précisé que les deux projets sont destinés à assurer l'alimentation en eau potable (AEP) des populations des localités rurales de Marghnis, Abid et El-Klayeb dont le nombre dépasse

3200 âmes. Les travaux inhérents à la réalisation de ces deux projets, dont l'enveloppe budgétaire qui leur a été allouée est évaluée à 100 millions de dinars puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), ont porté sur la réalisation d'une conduite d'amenée sur une distance de 25 kilomètres à partir d'un puits artésien, réalisé précédemment dans la région de Benamara et un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes. Les deux projets permettront d'assurer l'AEP aux citoyens de ces localités à raison d'une journée sur deux pour un volume d'eau distribué estimé à 800 mètres cubes, a-t-on indiqué. Par ailleurs, les travaux portant sur la réalisation d'un autre puits profond, ainsi que le raccordement et l'équipement d'un autre puits devront être lancés prochainement afin de consolider l'AEP de la population d'Ain Lahdid-centre, a encore fait savoir la même source.

BEJAIA :

Une récolte de 62.000 quintaux de céréales attendue

Une récolte de 62.000 quintaux de céréales est attendue à Bejaïa où la campagne moisson-battage continue de battre son plein, avec un taux d'avancement de 75%. La récolte est considérée comme bonne avec 46.731 quintaux de blé qui ont déjà été engrangés sur des prévisions de 62.000 quintaux, toutes céréales confondues, qui seront totalement moissonnés d'ici à la mi-juillet. Les bons rendements enregistrés cette année par les exploitants augurent d'une possibilité de dépasser les prévisions de récolte établies.

50 quintaux à l'hectare

En effet, certains agriculteurs ont approché les 50 quintaux à l'hectare

tandis que d'autres ont carrément dépassé ce rendement peu habituel dans le nord de l'Algérie. Par contre, 560 quintaux d'orge seulement ont été récoltés, une quantité des plus modestes qui s'explique simplement par la faible superficie réservée à cette céréale durant cette campagne agricole par les agriculteurs de la région. Les récoltes sont acheminées aux unités de stockages disponibles au niveau des communes de Kherata, Sidi Aïch et Oued Ghir, soit une capacité de stockage mobilisée de 90.000 quintaux, sachant que la majorité des fermiers ont livré leur récolte à l'Etat. Plus d'une cinquantaine d'entre-eux ont déjà

perçu leurs dus, tandis que le reste le sera au fur et à mesure que les situations sont établies.

Les céréaliers satisfaits, les éleveurs préoccupés

Pour rappel, le prix du blé est de 6.000 dinars, la farine 5.000 dinars et l'orge 3.400 dinars. Si les céréaliers de la wilaya de Bejaïa peuvent afficher leur satisfaction, les éleveurs de bovins sont par contre préoccupés. L'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse récemment apparue dans le pays et touchant notamment le cheptel bovin et se transmettant essentiellement par piqûre d'insectes, s'est, en effet, étendue sur le territoire de la wilaya.

ORAN :

Vers la réception de 11 établissements scolaires au pôle urbain "Ahmed Zabana" (responsable)

La wilaya d'Oran prévoit la réception de 11 nouveaux établissements scolaires au niveau du pôle urbain "Ahmed Zabana" dans la commune de Misserghine, à l'occasion de la prochaine rentrée des classes (2024-2025), a-t-on appris, dimanche, du directeur de l'éducation, Abdelkader Oubelaïd. Il s'agit de 5 lycées, 4 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 2 écoles primaires, dont les travaux sont en cours actuellement, a précisé la même source, indiquant que certains établissements devront être réceptionnés lors de la rentrée scolaire, alors que la réception des autres infrastructures est prévue progressivement en fonction de l'avancement de la cadence des travaux de réalisation. Le même responsable a fait observer que le nombre d'établissements scolaires implantés au niveau du pôle urbain "Ahmed Zabana", dont la population dépasse les 50.000 âmes, atteindra, à la suite de la réception des projets en cours, 25 infrastructures devant assurer aux élèves de cet ensemble urbain de bonnes conditions de scolarité. A souligner que

le pôle urbain "Ahmed Zabana", qui a vu l'implantation de milliers de logements des formules location-vente et logement promotionnel aidé (LPA), dispose, actuellement, de 14 établissements scolaires dont 14 écoles primaires, 1 lycée et 3 CEM dont un a été réceptionné jeudi dernier à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la jeunesse. Le wali d'Oran, Saïd Sayoud a affirmé, jeudi dernier dans une déclaration à la presse, en marge de la pose de la première pierre pour la réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogiques et de l'inauguration d'un CEM d'autant de places pédagogiques au niveau de ce même pôle urbain, que l'Etat a déployé, ces dernières années, des efforts considérables afin de doter cette zone d'habitation, d'infrastructures scolaires, de santé et de services. "En deux années seulement, pas moins de 14 établissements scolaires, une polyclinique, deux bureaux de poste, un siège de Sûreté urbaine et un marché de fruits et légumes y ont été réalisés, a-t-il déclaré dans ce sens.

MASCARA :

Le Salon des produits de projets dans le cadre du microcrédit attire plus de 3.000 visiteurs

Le Salon régional d'exposition, de vente et de commercialisation des produits de projets réalisés dans le cadre du microcrédit, clôturé lundi à Mascara, a attiré plus de 3.000 visiteurs, a-t-on appris des organisateurs. La directrice de l'Agence de gestion du microcrédit de la wilaya de Mascara a indiqué que la majorité des visiteurs enregistrés durant cette manifestation de trois jours, sont des jeunes porteurs de projets et des diplômés des Centres et des Instituts de formation de la wilaya. Par ailleurs, le Salon a été marqué par la présence notable d'un nombre de porteurs de projets innovants de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara qui ont eu l'opportunité de prendre connaissance de modèles réussis dans le domaine de la création de micro-entreprises, particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et

de l'artisanat, selon la même source. Le salon a, d'autre part, permis aux participants de commercialiser une quantité "importante" de leurs produits à des clients de la wilaya, ainsi qu'à des opérateurs de la région, a fait savoir la directrice de l'AN-GEM à Mascara. La journée de clôture de cette manifestation, organisée sous le slogan "Le microcrédit, un mécanisme de création d'activités économiques" a été, en outre, marquée par la distinction de porteurs de microprojets ayant pris part au salon, ainsi que des institutions publiques ayant contribué à sa réussite. Organisé à l'initiative de l'Agence nationale de gestion du microcrédit, ce salon a vu la participation de plus de 30 porteurs de microprojets en provenance des wilayas d'Oran, Sidi Bel-Abbes, Ain Temouchent, Mostaganem, Tlemcen et Mascara.

SIDI BEL-ABBES :

Plusieurs projets en cours de réalisation pour améliorer l'alimentation en eau potable

Les travaux de réalisation de différents projets liés au secteur de l'hydraulique sont en cours dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes pour améliorer l'opération d'alimentation en eau potable et augmenter les capacités de stockage de cette ressource vitale, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya du secteur. Ces projets portent sur la réhabilitation du réseau d'eau dans la daïra de Telagh et la commune de Mezaourou, la réalisation du réseau d'AEP dans la zone industrielle de Sidi Bel-Abbes, ainsi que la réhabilitation des réseaux de distribution à Sidi Bel-Abbès, Sdi Lahcen, Belarbi, Tessala, Mostefa Benbrahim, Benachiba, Sidi Brahim et Sidi Hamadouche, a-t-on indiqué. Les travaux de réalisation de transfert d'eau vers les zones Nord de la wilaya de Sidi Bel-Abbes sont également en cours, de même que ceux de réalisation d'un réservoir d'eau de 1000 mètres au douar El Gouassem (commune de Belarbi). Par ailleurs, l'étude du

plan global de l'eau potable de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a atteint un taux d'avancement de 75 pour cent. Des variantes pour le transfert de sources d'approvisionnement en eau à travers la wilaya sont à l'étude, de même que la réalisation d'un réservoir d'une capacité de 20.000 m3 dans la commune de Sidi Lahcen dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 65 pc. Au sujet de projets qui seront lancés, la même source a fait part de trois lots pour la réalisation d'adductions d'eau dans les communes de Benachiba et Ras El Ma (région de Dar El Beïda) et Merrine (région d'Amalza), en complément au programme d'urgence 2024. A noter l'approbation dernièrement de la réalisation d'une étude portant sur le transfert des eaux dessalées du canal de Tafna sur une distance de 54 km partant de la station de dessalement de l'eau de mer de la plage El Hilal (wilaya d'Ain Temouchent).

La transplantation hépatique et l'importance du don d'organes

La transplantation hépatique nécessite du don d'organes ainsi que la mise en place d'un plan national pour assurer une prise en charge adéquate aux patients.

La centralisation des traitements, la formation de chirurgiens spécialisés en transplantation hépatique, une prise en charge psychologique des patients, la numérisation et le recensement des personnes en attente de greffe sont les principales recommandations de la présidente de l'Association nationale d'aide aux malades transplantés hépatiques (Anath), Mme Zahia Bekka.

Une intervention, à l'étranger, coûte parfois 1,5 milliard de centimes

Mme Zahia Bekka ne cesse de réitérer son appel pour la mise en place d'un plan national de transplantation hépatique pour assurer une prise en charge adéquate des patients souffrant en silence. Celui-ci contribuera à développer la transplantation hépatique en Algérie et à réduire les prix d'une intervention qui, à l'étranger, coûte parfois 1,5 milliard de centimes. Elle insiste aussi sur le suivi des patients après une greffe à l'étranger pour éviter le rejet de l'organe greffé et les déplacements inter-wilayas compte tenu de la sensibilité de leur état de santé et de leur système immunitaire affaibli. Dans le même ordre d'idées, Mme Bekka propose la mise en place de quatre centres de référence pour la prise en charge des patients greffés en Algérie afin de soulager la pression sur le seul service disponible à Alger. Pour elle, la formation de chirurgiens spécialisés en transplantation hépatique et d'une équipe complète de médecins spécialisés en gastro-entérologie, réanimation et paramédicaux est une urgence.



Mettre fin à l'envoi des patients à l'étranger

«La dernière greffe réalisée à partir d'un donneur décédé date de 2009. Les raisons de l'arrêt des greffes hépatiques sont attribuées à l'absence de chirurgiens formés en transplantation hépatique ainsi qu'à l'absence de services spécialisés en transplantation hépatique respectant les normes internationales, surtout en raison de l'immunodéficience des patients hépatiques qui sont facilement sujets aux infections», explique-t-elle.

explique-t-elle.

A ce sujet, elle plaide en faveur de l'adoption de programmes de jumelage avec des hôpitaux avancés dans ce domaine pour bénéficier de leur expertise et former nos médecins et mettre fin à l'envoi des patients à l'étranger car ils souffrent de voyages et des procédures administratives complexes.

Les malades ont besoin d'un suivi psychologique

Mme Rokia Benhadiri, mère de deux jeunes souffrant d'insuffi-

sance hépatique, revient sur l'importance du soutien psychologique des patients atteints de cirrhose ou d'insuffisance hépatique. «C'est l'une des mesures thérapeutiques accompagnatrices les plus importantes dont les personnes affectées doivent bénéficier», dit-elle. Le soutien psychologique doit également inclure les proches des patients, ajoute-t-elle en se référant à la situation psychologique difficile qu'elle a connue en raison des difficultés rencontrées lors de l'ac-

compagnement de ses enfants tout au long de leur parcours. «Je subis une pression psychologique due à la difficulté de concilier mon travail, mes responsabilités familiales et la condition critique de mes fils, en plus de mes déplacements constants et de mon rôle d'infirmière dans de nombreuses situations», raconte-t-elle les larmes aux yeux. Selon notre interlocutrice, l'accompagnement psychologique est la première étape du plan quinquennal proposé au ministère de la Santé en plus de la formation d'une équipe médicale spécialisée, du suivi et de la décentralisation pour établir des centres de traitement. «Le ministère de la Santé doit prendre en charge sérieusement le dossier de la transplantation hépatique et mettre en place un plan national», proclame-t-elle. «Des dizaines de décès surviennent chaque jour en raison de la cirrhose et de l'insuffisance hépatique», se désole-t-elle.

Attention aux maladies hépatiques !

Le Pr Omar Bafdel, chef de service de chirurgie digestive, cancérologique, hépato-pancréatique à l'hôpital de Batna fait savoir que le nombre de patients qui nécessitent une greffe hépatique est en hausse. Il regrette le fait que cet acte chirurgical ne soit pas pratiqué localement. «Les maladies hépatiques, en particulier les hépatites et la stéatose hépatique non-alcoolique, sont en augmentation, principalement à cause de l'obésité, de la sédentarité et des changements alimentaires», relève-t-il.

MILA :

Lancement des travaux de réalisation de 2 polycliniques (responsable)

Les travaux de réalisation de deux polycliniques viennent d'être lancés dans les communes de Mila et Ain Beida Harriche, a-t-on appris jeudi du directeur local de la santé, Lazhar Mordjane. La polyclinique de Mila a été lancée au titre du plan d'occupation du sol POS 09 sur les hauteurs de la ville où nombre de projets d'habitat de formules diverses

ont été concrétisés, a précisé à l'APS le même responsable qui a indiqué que cette structure sanitaire dont l'enveloppe financière a été évaluée à 192,18 millions DA, devra être réalisée en neuf mois. Quant à la polyclinique de la commune d'Ain Beida Harriche (Ouest de Mila) qui a nécessité la mobilisation de 89,19 millions DA sera réalisée dans un délai

de huit mois, selon la même source. Avec la réception de ces deux structures, la wilaya de Mila comptera au total 46 polycliniques, a noté M. Mordjane. La célébration du 62ème anniversaire des fêtes de l'indépendance et de la jeunesse a donné lieu jeudi au lancement du projet de réhabilitation de la polyclinique Debahi Louisa, à la

commune de Grarem Gouga par le wali, Mustapha Koreich. Mobilisant une enveloppe financière de 51,6 millions DA, ce projet à exécuter en cinq mois fait partie d'une opération retenue pour le secteur de la santé en 2022 pour la réhabilitation des trois polycliniques de Terrai Bainane, Teleghema et Grarem Gouga, a-t-on ajouté.

JIJEL :

Douze ambulances médicalisées renforcent le secteur de la santé



Un premier lot de 12 ambulances, faisant partie d'un quota de 34 véhicules médicalisés de ce type devant être livrés par lots, a été remis, jeudi, à des établissements de santé de la wilaya de Jijel. Le wali, Ahmed Meguellati a précisé dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie de distribution de ce premier lot d'ambulances aux responsables de plusieurs établissements de santé de proximité de différentes daïras de la wilaya, à l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, que ce premier quota sera suivi "avant la fin de l'année en cours", d'un autre constitué de 22 ambulances. Avec la mise à disposition de l'ensemble du quota de 34 ambulances, toutes les structures de santé, y compris celles situées dans des localités isolées, seront équipées

d'au moins une ou deux ambulances", facilitant ainsi les évacuations et le transport de malades vers ou en direction des principaux hôpitaux de la wilaya, a souligné le wali. Selon M. Meguellati, le secteur de la santé a connu, dans la wilaya de Jijel, une "dynamique certaine" qui s'est traduite par son renforcement des équipements de plusieurs établissements de santé (polycliniques, salles de soins et autres). Le wali a également rappelé la réception attendue d'autres structures de santé, à l'exemple de l'hôpital de 240 lits au quartier "3ème kilomètre" à l'entrée est du chef-lieu de wilaya et de l'hôpital de 60 lits prévu à Ziama-Mansouriah. Pour rappel, les trois Etablissements publics hospitaliers (EPH) de la wilaya (Jijel, El Milia et Taher) ont récemment bénéficié de cent (100) lits médicalisés supplémentaires.

ALZHEIMER :

Une étude confirme l'intérêt de la caféine comme piste de traitement

La caféine, un futur traitement pour la maladie d'Alzheimer ? Une nouvelle étude suggère que ses effets pourraient être bénéfiques pour ralentir sa progression sur les patients atteints à un stade précoce. Différentes études épidémiologiques ont déjà souligné qu'une consommation régulière et modérée de caféine semblait ralentir le déclin cognitif lié au vieillissement et le risque de développer la maladie d'Alzheimer. La maladie d'Alzheimer est caractérisée par des troubles de la mémoire, des fonctions exécutives et de l'orientation dans le temps et dans l'espace. Dans une nouvelle étude, publiée vendredi dans la revue "Brain", des chercheurs et des chercheuses de l'Inserm, du CHU de Lille et de l'Université



de Lille, au sein du centre de recherche Lille Neurosciences et cognition, ont analysé des mécanismes qui sous-tendent le développement de la maladie d'Alzheimer. Ils ont mis en

évidence que l'augmentation pathologique de récepteurs cibles de la caféine dans les neurones pendant le développement de la maladie favorisait la perte des sy-

napses, et de fait, le développement précoce des troubles de la mémoire dans un modèle animal de la maladie. En 2016, la même équipe de recherche avait décrit un des mécanismes par lequel la caféine pouvait bloquer chez l'animal ces mêmes récepteurs, dont l'expression se trouve anormalement augmentée dans le cerveau des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. "On peut ainsi imaginer qu'en bloquant ces récepteurs, dont l'activité est augmentée chez le patient atteint d'Alzheimer, la caféine puisse prévenir le développement des troubles de la mémoire voire d'autres symptômes cognitifs et comportementaux", a indiqué David Blum, directeur de recherche à l'Inserm, l'un des auteurs de l'étude.

Quel traitement pour la surdité chez l'enfant ?

Une surdité a été diagnostiquée chez votre enfant ? Devra-t-il porter un appareil auditif ou un implant cochléaire ? Pourra-t-il apprendre à parler ? Les réponses des experts sur les traitements de la surdité chez l'enfant.

Aujourd'hui, il n'y a plus à hésiter entre langue des signes et appareillage pour les enfants atteints de surdité : les enfants sont presque tous appareillés. Reste la question du choix du dispositif qui dépend du niveau de surdité. Mais une correction auditive n'exclut pas l'apprentissage de la langue des signes. Au contraire, sa maîtrise peut permettre à l'enfant de comprendre les informations et de communiquer avec ses parents, ou d'autres enfants sourds, avant de pouvoir pleinement utiliser son implant, par exemple. Elle peut être enseignée dès l'âge de 7-8 mois.

POUR LES SURDITÉS LÉGÈRE À MOYENNES : UN APPAREIL AUDITIF

Les prothèses auditives amplifient les sons. Elles sont prescrites par l'ORL, mais c'est l'audioprothésiste qui les choisit, les adapte et les règle. Les appareils généralement recommandés sont des contours d'oreille, (même chez les bébés), désormais très discrets. La phase d'adaptation nécessite une collaboration étroite entre les parents et l'audioprothésiste, notamment lorsque l'enfant est très jeune. Un contrôle est indispensable tous les 3 mois jusqu'à 2 ans, puis tous les six mois jusqu'à 6 ans, et une fois par an. Si l'appareil se révèle insuffisant et ne permet pas le bon développement du langage, l'im-



plant cochléaire peut être envisagé.

Pour les surdités sévères à profondes : un implant cochléaire

L'implant cochléaire est indiqué dans les cas de surdité sévère à profonde des deux oreilles. « Mais on ne le propose jamais d'emblée et il ne peut être posé avant l'âge de 6 mois, précise le Dr Natalie Loundon, spécialiste de la surdité infantile. Cela

permet aux parents de prendre en main la pathologie de leur enfant, mais aussi de voir les apports et les limites des prothèses auditives. » Le système est constitué d'une partie interne, implantée chirurgicalement dans la cochlée (organe de l'oreille interne), et d'une partie externe mobile (contour d'oreille ou boîtier). L'intervention dure 90 minutes et nécessite 2 à 4 jours d'hospitalisation.

La pose s'effectue en général d'un seul côté. « La motivation de la famille est essentielle, car une rééducation orthophonique est indispensable, souligne le Dr Sandrine Marlin, spécialiste en génétique de la surdité. On n'entend pas comme un entendant. L'enfant doit apprendre à comprendre les sons qu'il reçoit ». L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

SURDITÉ DE L'ENFANT : Un phénomène sous-estimé

La perte auditive touche un enfant sur 1000 en France. Une nouvelle étude révèle le besoin de sensibilisation des parents. On estime qu'en France environ 1 enfant sur 1000 est touché par une perte auditive. Pourtant, selon une étude Ipsos présentée par la société MedEl (une entreprise autrichienne qui développe des implants cochléaires), moins d'un parent sur deux (43%) se dit inquiet vis-à-vis des problèmes auditifs de leur enfant. Pour cette étude sur "la perception par les parents de la perte auditive des enfants", l'institut de sondage a interrogé 609 parents d'enfants de 0 à 12 ans (507 parents d'enfants entendants et 102 parents d'enfants équipés d'un implant cochléaire, une aide auditive composée d'un processeur placé derrière l'oreille qui transforme les sons en signaux électriques et les transmet par ondes à une partie interne implantée chirurgicalement).

Une pathologie moins rare que ce que les parents pensent Sur le millier de nouveau-nés tou-



chés chaque année, 40 % souffrent de surdités sévères et profondes avec

de lourdes conséquences sur l'acquisition du langage oral et sur le déve-

loppement socio-affectif de l'enfant. Trois quarts de ces surdités sont d'origine génétique (anomalies de l'oreille) et les autres sont acquises au cours de la grossesse ou pendant la période périnatale. Si la majorité des parents d'enfants implantés ont consulté un professionnel de santé dès qu'ils ont constaté que leur enfant présentait une perte auditive (82%), 8% admettent qu'ils ont d'abord cherché ses informations sur Internet et près d'1 sur 10 (7%) a attendu que cela passe. Car même si les parents sont soucieux du bien-être de leur enfant et perçoivent les enfants équipés d'appareils auditifs comme "des enfants comme les autres" (à 92%), il n'en est pas moins que le choc de l'annonce de la perte auditive de son enfant provoque un sentiment d'angoisse pour 40% des parents d'enfants implantés. Toutefois, avec le recul, 51% des parents d'enfants implantés conseillent de faire contrôler l'audition de l'enfant le plus rapidement possible en cas de suspicion d'une perte auditive.

APRÈS QUARANTE ANNÉES D'UNE GUERRE CONTRE LES DROGUES COÛTEUSE ET INEFFICACE:

La Colombie veut changer de stratégie

Malgré les milliards de dollars dépensés par Washington pour couper à la racine le trafic de cocaïne depuis des décennies, les cartels colombiens semblent plus forts que jamais. Analyse. La guerre contre les drogues est un échec, la Colombie, qui en a payé le prix cher, entend y mettre fin. Depuis son arrivée au pouvoir, Gustavo Petro, premier président de gauche du premier pays producteur mondial de cocaïne, dénonce la vision sécuritaire et militariste qui s'est imposée depuis près d'un demi-siècle en matière de lutte contre les stupéfiants. « Les fusils ne régleront pas le problème de la drogue », a résumé M. Petro. « La guerre contre les drogues

a été décidée à Washington, au départ comme une guerre interne », rappelle Francisco Thoumi, membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. En 1971, pour des raisons de santé publique et de contrôle social, le président américain, Richard Nixon, fait de l'abus des drogues « l'ennemi public numéro un des Etats-Unis ». Ronald Reagan lancera l'expression « War on drugs ». En mal d'ennemi extérieur après la chute de l'Union soviétique, Washington fera de cette guerre sa nouvelle croisade. Trente ans et quelques milliards de dollars plus tard, la Colombie produit et consomme plus de drogues que ja-

mais. La planète, aussi. Difficile d'estimer avec précision le coût humain de ces années de guerre contre les drogues en Colombie, tant il est imbriqué dans celui du conflit armé. Les morts, les disparus, les déplacés se comptent par centaines de milliers. A ces victimes directes, il faut ajouter les dommages collatéraux pour les droits humains, la démocratie, l'économie et la position internationale du pays.

Cercle vicieux

Pourquoi la Colombie est-elle devenue, et restée pendant tant de temps, le premier producteur mondial de cocaïne ? La question fait toujours débat. La misère et l'injustice so-

ciales sont incontestablement le terrain fertile de la violence et de l'illegalité, mais elles n'expliquent pas tout, puisqu'elles existent ailleurs. La géographie incroyablement fragmentée de la Colombie et sa difficulté à faire nation, sa position stratégique unique entre deux océans, sa longue expérience en matière de contrebande et de corruption, la présence ancienne de groupes armés sont autant d'éléments d'explication. Aucun ne suffit à lui seul. Le cercle vicieux s'est depuis longtemps enclenché : le trafic de drogue fleurit sur des institutions fragiles qu'il ne cesse de corrompre.

Une étude révèle l'omniprésence du bisphénol A dans l'organisme des Européens



L'un des principaux perturbateurs endocriniens est présent chez 92 % des Européens, selon une étude de l'Agence européenne de l'environnement menée dans onze pays, ce qui représente un potentiel danger pour la santé. Dans un rapport publié jeudi 14 septembre, l'Agence européenne de l'environnement (AEE) alerte sur le risque généralisé d'une exposition au bisphénol A (BPA) supérieure aux niveaux de sécurité sanitaire. « Dans le cadre d'une récente initiative de biosurveillance humaine, le BPA a été détecté chez 92 % des participants adultes de onze pays européens », écrit l'agence dans le document à propos de l'un des principaux perturbateurs endocriniens. Se fondant sur une étude d'avril de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) qui a drastiquement baissé la dose quotidienne maximale de bisphénol A considérée comme sans danger pour le consommateur, l'AEE, basée à Copenhague, considère que « dans les onze pays qui ont participé à l'initiative de biosurveillance du BPA, le niveau de dépassement variait entre 71 % et 100 % ». « Nous sommes en mesure de constater que le bisphénol A présente un risque beaucoup plus répandu pour notre santé qu'on ne le pensait auparavant », ajoute le rapport. Le bisphénol A, longtemps omniprésent dans de nombreux produits, comme les bouteilles en plastique, est soupçonné d'être lié à de multiples troubles et maladies – cancer du sein, infertilité, etc. – en raison des perturbations hormonales qu'il suscite. Dans certains pays, comme la France, le BPA est désormais interdit dans les contenants alimentaires. L'Union européenne (UE) et les Etats-Unis ont restreint son usage et envisagent une limitation plus drastique, sans que celle-ci soit mise en œuvre pour l'heure. Les débats concernent notamment la dose à partir de laquelle le bisphénol A est réellement dangereux. Or, pour l'EFSA, celle-ci est bien inférieure à ce que l'on pensait : elle l'a divisée par 20 000 par rapport à une précédente évaluation, un avis contesté par une autre agence, l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Les seuils dépassés dans 100 % des cas en France

Pour le gendarme européen de l'environnement, il ne fait toutefois aucun doute que l'exposition au BPA « est bien supérieure aux niveaux de sécurité sanitaire acceptables (...), ce qui représente un risque potentiel pour la santé de millions de personnes ». Le produit et deux de ses substituts (bisphénol S et F) ont été mesurés entre 2014 et 2020 dans les urines de 2 756 adultes à travers onze pays – Croatie, République tchèque, Danemark, France, Finlande, Allemagne, Islande, Luxembourg, Pologne, Portugal et Suisse. C'est en Suisse que les niveaux dépassent le moins les seuils, avec 7 %, tandis qu'ils les excèdent dans 100 % des cas en France, au Luxembourg et au Portugal, rapporte l'AEE, notant que les dépassements signalés sont des chiffres minimaux. « Il est probable qu'en réalité les onze pays présentent des taux de dépassement de 100 % des niveaux d'exposition supérieurs aux seuils de sécurité », a prévenu l'agence.

Clôture de l'année culturelle 2023-2024 du Centre culturel islamique à Annaba

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehi, a présidé lundi à Annaba la clôture de l'année culturelle 2023-2024 du Centre culturel islamique (CCI), en présence des représentants des annexes du centre à travers le pays.

Dans son allocution au cours de la cérémonie de clôture tenue dans un hôtel de la ville, le ministre a relevé que le Centre culturel islamique par ses diverses annexes à travers le pays assure un rôle majeur dans la préservation du patrimoine culturel et civilisationnel au service du référent religieux national de l'Algérie, estimant que ces structures "complètent les missions assumées par les mosquées et les écoles coraniques". S'exprimant devant les responsables des annexes du CCI à travers le pays, des enseignants du Coran, des mourchidate et des cadres du secteur, M. Belmehdi a souligné que "le CCI avec ses annexes, a mené au cours de l'année clôturée 2.113 activités scientifiques, d'information et de sensibilisation incluant des conférences religieuses, des campagnes d'information et des sessions de formation". La caractéristique de l'institution du CCI est "d'être un espace ouvert" à toutes les catégories sociales, a souligné le ministre relevant que cette spécificité a permis aux annexes du CCI d'accueillir des inscrits en classes d'alphabétisation et d'initier des formations de qualification en couture, dessin et calligraphie. Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite, M. Belmehdi a indiqué que le CCI par ses diverses annexes encadre les jeunes et participe à leur inculquer les principes de la foi islamique et de l'esprit patriotique



pour constituer un rang soudé au service de l'édification de l'Algérie nouvelle qui fait barrage aux voix qui sèment le doute dans les potentialités de l'Algérie. Le ministre au cours de sa visite dans la wilaya à l'inauguration de la mos-

quée des chouchada à la cité Tacha dans la commune de Berrahal et la mosquée Ibn Sina dans la commune d'El Hadjar où il a accompli la prière du Dohr. Cette dernière mosquée a fait l'objet d'une opération de réhabilitation qui l'a transformée en un

chef-d'œuvre architectural. Le ministre a honoré à l'occasion six élèves des trois paliers de l'enseignement lauréats du concours national du mois de Ramadhan 2024 qui sont originaires des wilayas d'Annaba, Relizane, Tiaret, Naâma et Tindouf.

Exposition sur l'histoire de la police nationale

Une exposition sur l'histoire de la Police nationale est organisée au siège de la sûreté de la wilaya d'Alger. Cette exposition sur l'histoire de la Police nationale, ses missions ainsi que les différentes étapes de son développement et la modernisation du matériel utilisé depuis sa création a suscité un grand engouement chez les citoyens. Il y avait en effet foule au siège de la sûreté de la wilaya d'Alger.

Rapprocher la police du citoyen
Inscrit dans le cadre du rapprochement de la police du citoyen, l'initiative se veut un lieu d'information et de présentation des moyens humains, matériels et scientifiques mobilisés au service du citoyen et ç sa sécurité, sa quiétude et sa liberté. La

manifestation permet aussi de renforcer le lien et la communication entre les citoyens et la police dont ils peuvent être fiers. À l'accès officiel de la sûreté de la wilaya d'Alger, une salle est aménagée pour cette exposition où le public, grands et petits, ont pu aussi découvrir différents modèles d'armes et plusieurs pans de l'histoire de ce corps constitué à travers de nombreux ouvrages édités, des photos et dépliants exposés ainsi que des portraits de moudjahidine et de martyrs de la guerre de Libération et de différentes batailles menées par l'Algérie durant la période coloniale.

Grandes épopées
Parmi ce large public, on retrouve des membres des Scouts musul-

mans algériens (SMA) manifestant leur haute considération envers ce corps tout en appréciant cette initiative qui a permis à l'ensemble des visiteurs de s'imprégner des grandes épopées menées et des sacrifices consentis par le peuple algérien pour le recouvrement de son indépendance et de sa souveraineté nationale, ainsi que la vulgarisation des grandes haltes ayant jalonné le parcours de la guerre de Libération. Pour sa part, le moudjahid Mahmoud Ben Ghazou affirme que son témoignage, dans le cadre de cette initiative, vise à informer les nouvelles générations sur les combats et faits de la guerre de Libération. Il a relevé l'importance de la célébration du recou-

vrement de la souveraineté nationale et de l'organisation de telles manifestations pour ancrer les valeurs nationales chez les générations montantes en rappelant les sacrifices des martyrs et des moudjahidine.

Protection du pays et du citoyen
D'autres encore, comme cette dame habitant la wilaya de Tizi Ouzou, se dit fière du degré de modernisation et du niveau atteint par la Police algérienne, notamment à travers les résultats importants réalisés dans la lutte contre tous les maux qui rongent la société, et elle a salué les efforts inlassables que ce corps de sécurité ne cesse de consentir en matière de protection du pays et du citoyen.

HIPPODROME DU CAROUBIER: La fantasia à l'honneur

Le Festival national de l'équitation traditionnelle (Fantasia) a été l'apogée des festivités commémoratives du 62e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse. Ce Festival a eu lieu, samedi à l'hippodrome du Caroubier, à Alger, en présence, aux côtés du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi, des membres du gouvernement, de la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, du président du Haut-Conseil de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie et de la famille révolutionnaire.

Des spectacles impressionnants
Le festival, initié par la Fédération algérienne des sports équestres, en coordination avec la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la Wilaya d'Alger, s'est distingué par des démonstrations individuelles et collectives mettant en avant les techniques de tir avec des armes traditionnelles et l'utilisation des épées par les cavaliers, selon les traditions



et les spécificités de chaque région. Les festivités ont débuté avec une performance de l'association de cavaleries et de baroud de Oued Righ Tabesbest de Touggourt, suivie de démonstrations par des cavaliers de Tissemsilt, Sidi Bel Abbès, Tiaret, Tipasa, Aïn Defla, Blida, Chlef, Tebessa et Adrar. Des poèmes célèbrant

la lutte des Algériens à travers les résistances populaires et la Révolution ont été déclamés au milieu des coups de feu des cavaliers, créant une atmosphère joyeuse marquée par le flottement des drapeaux nationaux. Les équipes de cavaliers hautement professionnels en dressage de chevaux ont brillamment présenté, tour

à tour, des tableaux impressionnants de fantasia, ponctués par des coups de feu symbolisant la bravoure et le courage intrinsèques à l'esprit algérien à travers les âges.

Promotion et développement de la culture équestre
Les prestations du festival, visant à promouvoir et développer l'équitation traditionnelle et moderne et à ancrer cette culture dans la société, ont été marquées par des costumes traditionnels élégants des cavaliers, Chacun est un reflet des traditions et formait un élément en parfaite harmonie avec les différents mouvements des cavaliers et les détonations de poudre accompagnées de récitations de poèmes patriotiques et révolutionnaires. Le secrétaire général de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger a souligné, lors d'une déclaration à la presse, que le Festival national de la fantasia a vu la participation de «265 cavaliers de 29 wilayas».

MEXIQUE : L'ouragan Beryl touche la péninsule du Yucatan au Mexique

Le centre de l'ouragan Beryl a touché vendredi matin la péninsule du Yucatan au Mexique au nord-est de Tulum, a annoncé le Centre américain des ouragans (NHC). Des vents de 95 km/h ont été enregistrés avec un rafale de 130 km/h, indique le NHC dans son dernier bulletin, peu après 06H00 locales (11H00 GMT), sur Beryl qui avait fait sept morts lors de son passage dans les Caraïbes et au Venezuela. La Commission nationale de l'eau (Conagua) fait elle état de vents soufflant à 175 km/h avec des pointes à 220 km/h. Beryl devrait poursuivre sa trajectoire vers l'ouest et le nord-ouest, en traversant la péninsule du Yucatan, le golfe du Mexique, puis de nouveau le territoire du Mexique dans l'État du Tamaulipas vers la frontière avec les États-Unis.

ENVIRONNEMENT

ORAN :
Renforcement des mécanismes de tri sélectif des déchets pendant la saison estivale



La société de gestion des centres d'enfouissement technique de la wilaya d'Oran (EPIC CET Oran) travaille à renforcer les mécanismes de tri sélectif des déchets, pendant la saison estivale, a indiqué son directeur, Rachid Hamnech. "Cette période connaît la consommation de produits issus de l'industrie agroalimentaire, les boissons notamment, ce qui génère de grandes quantités de déchets recyclables", a précisé ce même responsable. Le tri sélectif sera ainsi généralisé sur toute la côte ouest, avec des bacs déposés tout au long des plages d'Aïn El-Turck, Bousfer et les Andalouses, a-t-on précisé de même source, ajoutant que ces plages connaissent un flux important d'estivants de différentes régions du pays. L'équipement des plages en bacs pour le tri sélectif devrait s'accompagner d'actions de sensibilisation, au cours desquelles les vacanciers seront sensibilisés sur l'importance du tri sélectif des déchets et du maintien de la propreté des plages, a-t-on noté. M. Hamnech a souligné que le tri sélectif à la source permet d'avoir des déchets propres, ce qui augmente leur valeur, faisant savoir dans ce sillage que l'EPIC CET Oran est conventionnée avec 3 sociétés privées pour récupérer leurs déchets valorisables, comme le plastique, le papier, le carton, l'aluminium et même le verre. Cette entreprise publique est également conventionnée avec 80 établissements scolaires pour récupérer les cahiers et les manuels scolaires en cette fin d'année, en plus de 8 établissements hôteliers.

« L'Union a un effet positif sur le rapport de force commercial entre la Chine et l'Europe »

Al'heure où la question des dépendances stratégiques et économiques de l'Union européenne (UE) a fait son entrée dans le débat politique, il est essentiel de comprendre que tous les Etats membres ne sont pas égaux en la matière. Quatre catégories se distinguent.

Les petites économies ouvertes situées aux marges de l'UE, telles que la Slovaquie, Malte, la Finlande ou la Grèce, affichent des niveaux de dépendance à la Chine particulièrement élevés, assortis de plus fortes hausses au fil du temps. Les grandes économies les plus désindustrialisées que sont la France et l'Espagne connaissent des dépendances à la Chine légèrement plus modérées, quoique toujours nettement supérieures aux moyennes européennes. Les principales puissances industrielles européennes, notamment l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et les Pays-Bas, affichent des niveaux de dépendance proches de la moyenne européenne, et plus portés sur les intrants industriels. Viennent enfin les économies de plus petite taille très fortement dépendantes de leurs partenaires européens, et donc relativement moins exposées aux importations chinoises, notamment les pays baltes, le Portugal et l'Autriche. En moyenne, un Etat membre dépendait, en 2022, de la Chine pour son approvisionnement dans quelque 134 catégories de biens représentant 3,4 % de l'ensemble de ses importations. Au total, les Etats membres sont dépendants de la Chine pour 620 produits. Les équipements ménagers, le mobilier, les appareils électroniques et le textile restent les principaux facteurs de dépendance, en phase avec les points forts de la Chine à l'exportation. A l'inverse, la Chine ne dépend de



chaque Etat membre que pour un ou deux biens en moyenne, soit au total 33 produits représentant 3,6 milliards d'euros d'importations chinoises. Les dépendances ne sont cependant pas toutes négatives tant qu'elles sont maîtrisées. Confrontée à la montée en puissance industrielle de la Chine au cours de ces deux dernières décennies, l'Allemagne

est le pays qui a connu la plus importante chute du nombre de produits dont la Chine est dépendante. Les secteurs des machines-outils et de la chimie ont été les premiers facteurs de cette diminution. Reste que ces secteurs permettent à l'Allemagne de demeurer la principale source européenne de produits dont la Chine est dépendante. La France

a mieux résisté, devenant au fil des deux dernières décennies le deuxième plus important pourvoyeur de produits européens dont la Chine est dépendante. Mais ces produits ont changé de nature : ils se situent moins dans le secteur du transport que dans celui de l'agriculture, tandis que le textile de luxe figure toujours en bonne position.

MONNAIES : L'euro recule face au billet vert et à la livre

L'euro retombait mardi, cédant une partie des gains enregistrés la veille lesté par le ralentissement de la hausse des prix en zone euro. La monnaie unique fondait de 0,22% face au billet vert, à 1,0716 dollar, et perdait 0,17% face à la livre, à 84,75 pence. L'inflation en zone euro est par ailleurs repartie légèrement à la baisse en juin, ralentissant comme prévu à 2,5% sur un an, après 2,6% en mai, grâce aux prix alimentaires et à l'énergie, selon des chiffres publiés mardi par Eurostat. La hausse des prix à la consommation se rapproche ainsi de nouveau de l'objectif de 2% fixé par la Banque centrale européenne (BCE). Si l'institution monétaire abaisse ses taux en conséquence, la devise européenne verra ses rendements chuter, et perdra de son intérêt aux yeux des investisseurs.

« Le déséquilibre béant de nos interdépendances commerciales avec la Chine constitue un risque pour la résilience de nos économies »

En partenariat avec le Mercator Institute for China Studies de Berlin, l'économiste François Chimits détaille, dans une tribune au « Monde », la dépendance de l'Union européenne aux importations chinoises, à l'heure où les échanges commerciaux deviennent une arme de la rivalité géopolitique. Après des décennies d'approvisionnement sans accroc, les Européens ont connu, en quatre ans, une succession de difficultés à pourvoir des besoins pourtant jugés relativement basiques dans les économies avancées. Après les masques sanitaires, ce furent les produits électroniques puis les matériaux de construction, suivis de certains produits alimentaires, avant, plus récemment, quelques médicaments. Dans le même temps, le continent européen a vu la Russie et la Chine sciemment restreindre leur accès à des intrants essentiels, le gaz dans le premier cas et certains minéraux critiques dans le second. Autant d'événements qui, dans un environnement de tensions géopolitiques accrues aux airs de nouvelle normalité, ont remis la question des dépendances commerciales sur le devant de la scène. Forte de sa puissance exportatrice sans comparaison, la Chine occupe une place centrale dans ces inquiétudes. Sa tendance singulière à mobiliser les interdépendances économiques internationales pour sanctionner les partenaires contrevenant à ses intérêts géopolitiques, aussi appelée « arsenalisation » (ou weaponization, en anglais), renforce cette centralité. La ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, a souligné, le 5 mai, lors d'une visite en Australie, l'importance d'éviter de renouveler avec les biens provenant de Chine l'erreur commise avec la dépendance au gaz russe, réitérant des craintes évoquées dès 2022 par son collègue chargé de l'économie, Robert Habeck. Emmanuel Macron parlait, à la même époque, de « prise de conscience » à l'égard des dépendances aux produits étrangers. Au-delà des fantasmes et des craintes, que disent les chiffres ? Pour apporter de premiers éléments de réponse, le Mercator Institute for China Studies (Merics) de Berlin a développé une base de données annuelle des dépendances bilatérales à l'importation, couvrant la période de 2000 à 2022.

MATIERES PREMIERES : « Les arboriculteurs se refont la cerise »

Le temps des cerises, c'est maintenant. Les petites boules rouges ont déboulé dans les supermarchés début mai et devraient prolonger leur séjour jusqu'à fin juillet. Mais pour s'offrir ces pendants d'oreille, encore faut-il avoir de l'oseille. Bénéficiaire de ce plaisir fruité, revient à déboursier près de 10 à 12 euros le kilo. Le fruit précieux est d'ailleurs souvent acheté à la livre ou à la poignée pour ne pas trop dépenser. La shrinkflation s'invite au rayon fruits de saison de la distribution. Selon le ministère de l'agriculture, le cours de la cerise était, en mai, aussi élevé qu'un an plus tôt. En 2023, il a oscillé entre 9 et 12 euros le kilo dans les magasins au fil de la campagne, en progression de 20 % par rapport à la moyenne quinquennale. Et n'a pas été écrabouillé par les 8 000 tonnes de fruits importés, majoritairement d'Espagne, mais aussi de Belgique. Sachant que le consommateur paye le double du prix versé au producteur. A ce tarif, les arboriculteurs se refont la cerise. Même si tout n'est pas rose au pays du fruit rouge. Le ministère qui tente l'exercice d'équilibre de la prévision de récolte, tablait début juin, sur une production française en rebond de 10 % sur un an à 37 000 tonnes. Une perspective corrigée par Jean-Christophe Neyron, producteur à Malemort-du-Comtat (Vaucluse) et président de l'Association d'organisation des producteurs de cerises de France. « Nous avons eu une météo compliquée avec du gel tardif, des chutes de fruits et des maturités étalées sur les arbres qui ont compliqué la cueillette en début de saison », explique-t-il avant de pronostiquer un volume de production stable sur un an, même si la situation s'est améliorée à partir de la mi-juin.

Un projet de mine de lithium en France reconnu d'« intérêt national majeur » par un décret

Ce projet d'ouverture d'une mine de lithium à Echassières s'inscrit dans la stratégie de la France de se défaire de sa dépendance aux importations du précieux métal, notamment en provenance de Chine. L'un des plus gros projets européens de mine de lithium, porté par le groupe Imerys dans l'Allier, a rejoint la liste des « projets d'intérêt national majeur », synonyme de procédures d'implantation accélérées, selon un décret publié dimanche 7 juillet au Journal officiel. Ce projet d'ouverture d'une mine de lithium à Echassières s'inscrit dans la stratégie mise en place par la France pour se défaire de sa dépendance aux importations du précieux métal, en particulier en provenance de Chine. La production de batteries au lithium pour voitures électriques est un élément-clé de la transition énergétique, alors que les véhicules thermiques seront interdits à la vente dans l'Union européenne à partir de 2035. Selon Imerys, le projet, dénommé Emili, vise à produire à partir de 2028 le lithium nécessaire à la fabrication des batteries de plus de 700 000 véhicules pendant vingt-cinq ans. Un débat public lancé en mars à propos des impacts environnementaux et socioéconomiques du projet doit se conclure le 31 juillet, selon la Commission nationale du débat public (CNDP). **Création de 500 emplois directs et de 1 000 emplois indirects** Imerys estime que son projet, décrit comme « le plus important projet



minier en métropole depuis plus d'un demi-siècle », générerait 500 emplois directs et 1 000 emplois indirects. Le statut de « projet d'intérêt national majeur », créé par la loi industrie verte d'octobre 2023, permet aux projets industriels d'importance pour la transition écologique ou la souveraineté nationale de bénéficier de mesures d'accélération ou de dérogations administratives. Ce statut a été accordé lors des derniers jours à un projet d'usine de recyclage moléculaire des plastiques de la société Eastman, en Seine-Maritime ; à un site de production de minerai de fer réduit et d'hydrogène de la société Gravithy, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) ; ainsi qu'à une méga-usine de panneaux photovoltaïques Carbon, dans le

grand port maritime de Marseille. Dans le monde, en 2022, le lithium minier venait à 47 % d'Australie – vendu en majorité à des sociétés de traitement chinoises –, à 30 % du Chili et à 15 % de Chine. En Europe, seul le Portugal produit un peu de lithium, à hauteur de 0,5 % de la production minière mondiale en 2022, selon les données de l'institut d'études géologiques américain USGS. En mai, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a dit craindre des « tensions » concernant l'approvisionnement mondial en minerais et métaux indispensables à la transition énergétique, a encouragé une hausse des investissements miniers pour que la planète parvienne à limiter son réchauffement à 1,5 °C d'ici à la fin du siècle.

Le premier ministre britannique, Keir Starmer, confirme la fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda

L'accord signé entre Londres et Kigali avait été bloqué par de multiples recours en justice, dont un avis de la Cour suprême, fin 2023, qui le déclarait illégal.

Sans surprise – cela faisait partie du programme de son parti –, le nouveau premier ministre britannique, Keir Starmer, chef de file du Labour, a annoncé, le 6 juillet, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda était « morte et enterrée ». L'accord avec Kigali amorcé par l'ancien premier ministre conservateur Boris Johnson n'aurait jamais pu avoir « d'effet dissuasif étant donné qu'il concernait moins de 1 % des small boats », des embarcations de fortune arrivant sur les côtes britanniques, a poursuivi le dirigeant. Deux ans et demi après l'annonce de ce partenariat, seules quatre personnes ont été envoyées au Rwanda – et encore, toutes de manière volontaire. L'accord a été bloqué par de multiples recours en justice, dont un avis de la Cour suprême, fin 2023, qui le déclarait illé-



gal, le Rwanda étant jugé « non sûr » pour les demandeurs d'asile (parce qu'ils risquaient d'être refoulés vers leur pays d'origine, estimaient les juges).

HAÏTI: Trois ans après l'assassinat de l'ex-président Jovenel Moïse, le procès se fait toujours attendre

Ce dimanche 7 juillet marque le troisième anniversaire de l'assassinat de l'ex-président haïtien, Jovenel Moïse chez lui, dans le quartier de Pétion-Ville, à l'est de Port-au-Prince, par un commando composé en grande majorité de mercenaires colombiens. La justice américaine a déjà jugé et condamné plusieurs coupables. En Haïti, le procès se fait attendre. Des impacts de balles sur le corps et l'œil gauche crevé, l'assassinat du 53e président d'Haïti dans sa chambre dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021 restera dans les esprits des Haïtiens. En février dernier, le juge d'instruction chargé de l'enquête ordonne qu'une cinquantaine de personnes, dont son épouse, l'ex-première dame, Marie Étienne Martine Joseph Moïse, soient jugées. L'ordonnance du juge d'instruction a inculpé d'autres personnalités importantes, dont Léon Charles, ancien directeur général de la police lors de l'assassinat et ambassadeur d'Haïti à l'Organisation des États américains (OEA) qui a dû démissionner. Une avancée, certes, mais qui ne réjouit pas l'ex-conseiller spécial du président Jovenel Moïse, Guichard Doré : « Je ne crois pas que ce soit le président qui s'est tué lui-même. Dans l'ordonnance, le juge n'a pas dit qui a payé les Colombiens pour venir en Haïti pour assassiner le président. Il y a beaucoup de questions auxquelles j'attendais des réponses, mais qui n'ont pas été prises en compte dans l'ordonnance. » Et ces personnalités inculpées ont interjeté appel de l'ordonnance, dont l'appel est suspensif. « Au-delà de l'insécurité généralisée à laquelle la capitale est confrontée et du manque de moyens de fonctionnement des juges, la Cour d'appel de Port-au-Prince est, elle aussi, dans un quartier à la portée des gangs, donc la Cour d'appel ne fonctionne pas, rappelle Gédéon Jean du Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH). Le CARDH suit de près ce dossier et ces démarches pourraient vider le dossier d'éléments substantiels pour en connaître les auteurs intellectuels et le motif de l'assassinat du président Jovenel Moïse.

« Réformer l'appareil de sécurité du pays »

Depuis la sortie de l'ordonnance, c'est le silence. Il faut que la lumière soit faite sur ce dossier, mais certaines dispositions doivent être également prises, conseille Guichard Doré : « C'est extrêmement grave le fait que des policiers affectés à la sécurité du président aient participé à son assassinat. Je crois que c'est important de prendre des mesures pour empêcher que de tels actes se reproduisent, d'où la nécessité de réformer l'appareil de sécurité du pays. » Messe, offrande florale et marche ont été organisées par des anciens collaborateurs de l'ex-président haïtien, Jovenel Moïse, dans la capitale haïtienne pour marquer le troisième anniversaire de son assassinat.

Le «front républicain» formé pour contrer l'extrême droite en France a fonctionné

Le «front républicain» formé pour contrer l'extrême droite en France a fonctionné avec la forte mobilisation et les résultats annoncés ce dimanche à 20 h, qui donnaient l'alliance de gauche en tête, devant la coalition du président Emmanuel Macron et l'extrême droite. La France se remettra-t-elle de ces législatives anticipées de 2024 ? L'avenir le dira même si pour les observateurs et analystes, il ne fait pas le moindre doute que la vie politique française sera marquée à jamais tant ils sont certains que les séquelles de ce scrutin seront indélébiles. De quoi conforter ceux et celles, qui au lendemain de la décision du 8 juin du président Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale après sa débâcle aux européennes, ont affirmé qu'il avait ainsi plongé la France dans l'inconnu.

Forte participation

Une éventuelle majorité de l'extrême droite prédite par les instituts de sondage au lendemain du premier tour n'était pas pour rassurer Français et grands pays européens inquiets de voir arriver aux affaires, dans un des piliers de l'Union européenne, un parti eurosceptique. C'est pourquoi les Français étaient fortement mobilisés ce dimanche pour le second tour de ces élections législatives historiques. La forte participation estimée à 67%,5, contre 66,7% au 1er tour (instituts), le plus haut taux depuis 1981 témoigne de l'inquiétude croissante depuis les résultats du premier tour et la montée en puissance de l'extrême droite qui aurait, en cas d'obtention d'une majorité suffisante, permis l'entrée à Matignon de Jordan Bardella, avec un fort programme anti-immigration.

Ce serait le premier gouvernement issu de l'extrême droite en France depuis la Deuxième Guerre mondiale. La forte mobilisation a été payante puisque selon les résultats annoncés ce dimanche à 20 h, l'alliance de gauche est donnée en tête, devant la coalition du président Emmanuel Macron et devant l'extrême droite, aucun de ces trois blocs n'obtenant la majorité absolue à l'Assemblée selon les premières estimations des instituts de sondage.

Aucun bloc n'est en mesure de composer seul un gouvernement

Le Nouveau Front populaire est crédité de 172 à 215 députés, d'après les projections en sièges de quatre instituts, qui classent tous les macronistes en deuxième position avec 150 à 180 sièges, devant le Rassemblement national avec 115 à 155 élus, qui était jusque là donné vainqueur de ces

élections. Toutefois, cette tripartition jette la France dans le brouillard, car faute d'atteindre la barre de 289 députés, synonyme de majorité absolue, ou même de s'en approcher, aucun bloc n'est en mesure de composer seul un gouvernement. En attendant les chiffres consolidés, les prises de position des grands leaders et les intenses tractations à venir, l'identité du prochain gouvernement reste incertaine. Mais le « front républicain », bâti entre les deux tours de ce scrutin pour limiter la vague RN qui devait déferler dans l'hémicycle, semble avoir porté ses fruits, après 210 désistements de candidats du camp présidentiel ou de gauche. La semaine qui se profile va produire son lot d'après négociations pour les postes clés à l'Assemblée, avant l'ouverture le 18 juillet de la nouvelle législature.

Visite surprise de Viktor Orbán en Chine pour une «mission de paix» entre l'Ukraine et la Russie

Le Premier ministre hongrois a rencontré ce lundi 8 juillet le président chinois Xi Jinping à Pékin, quelques jours après sa visite controversée à Moscou vendredi dernier, où le dirigeant hongrois s'était entretenu avec Vladimir Poutine à propos de la guerre en Ukraine. Pour les diplomates chinois, il ne s'agit pas d'une visite « surprise », mais « soudaine » du Premier ministre hongrois en Chine. La nouvelle n'est arrivée dans les colonnes de la presse d'État qu'une fois l'avion de Viktor Orbán posé sur le tarmac de Pékin, raconte notre correspondant dans la capitale chinoise, Stéphane Lagarde. Côté protocole, l'expression habituelle « à l'invitation de » n'apparaît pas dans les communiqués, mais les dispositions prises pour accueillir le Premier ministre hongrois témoignent de l'importance de cette visite, relève le journal Pangpai. Devant les drapeaux des deux nations, la poignée de main entre les deux dirigeants à Diaoyutai, la résidence pour les hôtes d'États étrangers près de Tiananmen, a été immortalisée. « Mission de paix 3.0. La Chine est une puissance clé dans la création des conditions de paix entre la Rus-



sie et l'Ukraine », a déclaré le chef du gouvernement hongrois sur X, alors qu'il atterrissait à Pékin, accueilli par la vice-ministre des Affaires étrangères Hua Chunying.

« Créer les conditions » pour un dialogue entre l'Ukraine et la Russie

Lors de cette visite, le président chinois Xi Jinping a appelé à « créer les conditions » pour un « dialogue direct » entre l'Ukraine et la Russie en guerre, d'après des propos rapportés par la télévision d'État. « Ce n'est que lorsque les grandes puissances feront montre d'énergie positive, au

lieu d'énergie négative, que ce conflit pourra voir apparaître, au plus vite, la lueur d'espoir d'un cessez-le-feu », a souligné Xi Jinping. La Chine et la Hongrie « partagent » fondamentalement les mêmes idées, a ajouté le dirigeant chinois. Pékin et Budapest plaident en effet pour un règlement pacifique du conflit et maintiennent des échanges avec le Kremlin.

Liens resserrés entre la Hongrie, la Chine et la Russie

Cette rencontre se tient deux mois seulement après la visite du numéro un chinois à Budapest. À cette occasion, le président chinois avait salué

un « partenariat stratégique » exemplaire dans l'Union européenne (UE), appelant la Hongrie à jouer « un rôle plus important » dans le « développement » des relations entre Pékin et Bruxelles. Les deux pays entretiennent donc d'étroites relations économiques, mais également stratégiques, et notamment une proximité avec la Russie de Vladimir Poutine. Viktor Orbán est d'ailleurs le seul dirigeant dans l'UE à être resté proche du Kremlin. Avant Pékin et une visite controversée à Moscou vendredi 5 juillet, il avait fait le 2 juillet un déplacement à Kiev, le premier depuis la guerre en Ukraine, pour y rencontrer son président Volodymyr Zelensky. Le dirigeant hongrois avait alors appelé à un « cessez-le-feu », à rebours des positions des Ukrainiens et de leurs alliés européens.

La Chine avait de son côté d'abord promu un plan de paix en douze points, revu à « six points », publié avec le Brésil en mai. Une proposition saluée par le ministre hongrois des Affaires étrangères Péter Szijjártó, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue chinois Wang Yi, le 25 juin dernier.

GHAZA:

L'armée de l'occupant sioniste mène une frappe contre une école de l'agence UNRWA

L'armée de l'occupant sioniste a frappé dans la nuit de lundi à mardi "les structures d'une école dans la zone de Nousseirat", dans le centre de la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse Palestinienne (Wafa).

Une source médicale à l'hôpital Al-Awda de Nousseirat a indiqué à l'agence que son établissement avait reçu plusieurs blessés à la suite d'une attaque contre une école de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) des environs. L'UNRWA a annoncé lundi que près de 300 000 de ses élèves dans la bande de Ghaza n'étaient plus scolarisés depuis 9 mois. L'UNRWA a ajouté, dans un message publié sur son compte sur la plateforme "X", qu'elle "considère l'éducation comme essentielle, et avec plus de 700 écoles dans la région, l'agence atteint des centaines de milliers d'élèves". "Près de 300 000 de nos élèves à Ghaza ne sont plus scolarisés depuis 9 mois", a indiqué l'agence.



Le Koweït condamne le bombardement d'une école de l'UNRWA à Ghaza

Le Koweït a condamné le bombardement d'une école de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) dans le camp de Nousseirat, dans la bande de Ghaza, par les forces d'occupation sioniste, qui a fait plusieurs martyrs. Le ministère

koweïtien des Affaires étrangères a déclaré dans un communiqué repris lundi par l'agence de presse Wafa que « le ciblage constant du siège de l'agence par les forces d'occupation sioniste témoigne clairement du mépris de ces dernières envers les Nations unies et les résolutions du

Conseil de sécurité ». Le Koweït a réitéré sa condamnation de cet acte criminel et a appelé la communauté internationale et au Conseil de sécurité des Nations Unies de mettre un terme à l'agression barbare contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Selon des sources

locales citées par Wafa, « les avions de l'armée sioniste ont bombardé sans aucune retenue l'école Al-Jaouni, qui abrite des personnes déplacées à Nousseirat, tuant 16 Palestiniens et blessant 50 autres, dont la majorité sont des femmes et des enfants ».

CISJORDANIE OCCUPÉE:

Au moins 16 Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation sionistes

Les forces d'occupation sionistes ont arrêté, dans la nuit de lundi à mardi, au moins 16 Palestiniens, dont des enfants et d'anciens prisonniers, dans différents gouvernorats relevant de la Cisjordanie occupée, a indiqué un communiqué conjoint publié par la

Commission pour les affaires des prisonniers et le Club des prisonniers palestiniens. Les arrestations ont été menées dans les gouvernorats de Ramallah, Qalqilya, El Khalil, Naplouse, Beit Lehm et Ariha et ont été accompagnées d'agressions et de

menaces contre les détenus et leurs familles, en plus d'actes de sabotages et de destruction des maisons des Palestiniens, a ajouté la même source. Le nombre total des arrestations, depuis le 7 octobre 2023, s'est élevé à 9.600, précise également le commu-

niqué, notant que ce total comprend ceux qui ont été arrêtés à leur domicile, aux postes de contrôle militaires ainsi que ceux qui ont été contraints de se rendre sous la pression et ceux qui ont été retenus en otage.

RD Congo :

Un convoi humanitaire attaqué dans l'est du pays

Un convoi humanitaire a été attaqué dimanche soir dans l'est de la République démocratique du Congo, sur fond de combats entre les forces gouvernementales et les rebelles du M23, a-t-on indiqué lundi de sources locales. Selon l'ONG britannique Tearfund, dont le convoi a été attaqué, deux membres de son personnel sont "portés disparus", tandis que d'autres sources évoquent "deux

morts" dans l'attaque. "Nous déplorons la mort de deux staffs qui étaient à bord des jeeps interceptés", a déclaré un responsable de la société civile. Le convoi quittait une zone de combats pour se diriger vers le nord, quand il a été attaqué près de la ville de Butembo, dans le territoire de Lubero de la province du Nord-Kivu, ont indiqué les sources locales. Cinq véhicules, à bord desquels cir-

culaient une quinzaine de personnes, de nationalité congolaise, ont été incendiés, a précisé une source humanitaire. Depuis la fin de la semaine dernière, les rebelles du M23 ("Mouvement du 23 mars"), se sont emparés de plusieurs villes du territoire de Lubero (Kanyabayonga, Kayna, Kirumba), sur le front nord du conflit, à plus d'une centaine de km au nord de Goma, capitale provinciale du

Nord-Kivu. Des affrontements se sont poursuivis lundi au nord de Kirumba sur la route nationale 2, a indiqué un membre de la société civile locale. D'autres combats ont été signalés plus au sud, dans le territoire de Masisi au niveau de Kibabi où, selon une source administrative, au moins quatre civils ont été tués.

190 installations de l'UNRWA bombardées

190 installations de l'UNRWA ont été bombardées par les forces sionistes à Ghaza depuis le début de l'agression contre Ghaza, le 7 octobre dernier. Cité, lundi, par le Centre d'information des Nations unies et repris par l'agence de presse Wafa, le chef de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Philippe Lazzarini, note que « plus de la moitié de ces installations ont été bombardées à plusieurs reprises » et que certaines installations ont été « directement ciblées ». Ces attaques ont causé la mort de 520 civils et près de 1.600 blessés alors qu'ils cherchaient à se mettre en sécurité, déplore-t-il.

Appel à un cessez le feu

Le chef de l'UNRWA insisté sur « la nécessité de tenir de poursuivre les responsables de violations du droit international », appelant à nouveau à



« un cessez le feu en vertu duquel la bande de Ghaza et l'entité sioniste reçoivent paix et protection, ainsi qu'à la libération immédiate de tous les prisonniers ». « Plus cette agression se poursuit, plus le fossé s'approfondit et plus les souffrances de la population augmentent », alerte Lazzarini. « L'entité sioniste a récemment bombardé une école de l'UNRWA située dans la région centrale de la bande de Ghaza qui abri-

tait environ 2.000 déplacées. Parmi les victimes figuraient un grand nombre de femmes et d'enfants », rappelle le responsable onusien. Il souligne qu'il prenait ces allégations « très au sérieux et, pour cette raison, il a appelé à plusieurs reprises à des enquêtes indépendantes pour établir les faits et identifier les responsables des attaques contre le siège de l'agence onusienne ou de leur utilisation abusive ».

Le siège de l'UNRWA à Ghaza ville pris d'assaut

Les troupes d'occupation sionistes poursuivent leur invasion terrestre dans de vastes zones au sud ouest de la ville de Ghaza, à la lumière d'un important déplacement de civils palestiniens et du siège d'autres familles dans plusieurs quartiers, rapporte Wafa. Des sources locales, citées par l'agence de presse palestinienne, ont indiqué que les forces d'occupation ont pris d'assaut le siège de l'UNRWA dans la ville, après avoir mené une série de violents bombardements et lancé des bombes fumigènes dans les environs, et qu'elles y sont toujours stationnées. Les mêmes sources ont expliqué que des dizaines de tireurs d'élite des soldats d'occupation occupaient des immeubles de grande hauteur à proximité du siège de l'agence de l'ONU.

GHAZA: Le bilan s'élève à 38.193 martyrs et 87.903 blessés

Le bilan des agressions génocidaires sionistes contre la bande de Ghaza est passé à 38.193 martyrs et 87.903 blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué lundi les autorités palestiniennes de la santé.

Selon les mêmes sources, citées par l'agence palestinienne de presse, Wafa, au moins 40 Palestiniens sont tombés en martyrs et 75 ont été blessés au cours des dernières 24 heures dans des attaques menées par les forces d'occupation contre l'enclave palestinienne, tandis que des milliers d'autres victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres et sur les routes. Un précédent bilan des attaques sionistes contre l'enclave faisait état de 38.153 martyrs et 87.828 blessés. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne, entraînant des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

GHAZA: Le manque de nourriture met en danger la vie des femmes enceintes

L'ONG ActionAid a alerté lundi sur les souffrances que subissent les femmes enceintes à Ghaza, affirmant que le manque de nourriture affecte grandement leur état de santé et celle des nouveau-nés. Dans un communiqué publié lundi, ActionAid a noté que "55 % des mères allaitantes interrogées ont signalé des problèmes de santé qui entravent leur capacité à allaiter, et 99 % d'entre elles ont du mal à allaiter suffisamment leurs enfants".

Elle a ajouté qu'"en raison de l'absence de nourriture pour les mères, beaucoup de nouveau-nés naissent avec un poids dangereusement faible". L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) avait déclaré récemment que les restrictions sévères imposées par l'entité sioniste à l'arrivée de l'aide dans la bande de Ghaza rendent la réponse humanitaire "impossible".

L'influenceuse Poupette KENZA incarcérée pour "tentative d'extorsion en bande organisée" et "association de malfaiteurs"

L'influenceuse Poupette KENZA, de son vrai nom KENZA Benchrif, a été mise en examen puis incarcérée ce dimanche 7 juillet, d'après nos confrères du "Parisien".

Que lui est-il reproché ? Poupette KENZA est de nouveau face à la justice, après avoir notamment déjà été placée en garde à vue pour "soustraction par le parent d'un enfant mineur sans motif légitime à ses obligations légales compromettant sa santé, sécurité, moralité ou son éducation". En effet, nos confrères du Parisien révèlent qu'elle a cette fois-ci été mise en examen pour "tentative d'extorsion en bande organisée" et "association de malfaiteurs" par un juge d'instruction de Rouen ce dimanche 7 juillet au soir, après avoir été interpellée à son retour en France. "Pire, elle a été incarcérée dans l'attente d'un débat ultérieur devant le juge des libertés et de la détention.", précisent-ils. Mais alors que lui reproche-t-on concrètement ? D'avoir redirigé un certain "Amadou", membre (d'après ses propres paroles) d'un "cartel mexicain", dont le fils a été assassiné sur les ordres "du père de l'influenceuse, vers un couple : Walid et Caroline. L'objectif étant que cet homme reçoive de leur part un dédommagement de 350 000 euros pour la mort de son fils. Il avait tout naturellement réclamé cet argent à Poupette KENZA dans un premier temps, mais cette dernière avait refusé en lui assurant qu'elle n'avait pas les moyens. Il aurait alors "tabassé le compagnon de l'influenceuse avec une brutalité extrême. Il en veut pour preuves ces photos de crâne fracassé



et de bras cassés qu'il montre aussitôt à Walid depuis son téléphone." Et si l'influenceuse l'a redirigé vers ce couple, c'est parce que cette fameuse Caroline lui devait apparemment aussi de l'argent. "Et comme par hasard, la même somme de 350 000 euros. Il aurait donc été convenu entre l'influenceuse et "Amadou" que ce dernier se paye sur la dette de Caroline."

"Amadou" engagé par Poupette kENZA ?

"Walid et Caroline déposent aussitôt plainte. Une enquête est ouverte par le parquet de Rouen, confiée à la division de la criminalité organisée (DCOS) de la police judiciaire de Rouen. Les enquêteurs de-

mandent au couple de continuer à garder contact avec le maître chanteur. Les investigations s'orientent rapidement vers Poupette KENZA et son compagnon Allan. Tous deux sont soupçonnés d'avoir imaginé ce scénario machiavélique pour régler un litige avec Caroline avec qui l'influenceuse fut autrefois très proche.", détaille Le Parisien. En effet, Caroline était autrefois "chargée de nouer des partenariats avec des marques pour Poupette KENZA et des contrats de placements de produits pour ses stories moyennant un pourcentage." Et "en plus d'être associées, les deux femmes étaient devenues des amies". Seulement, "de fortes tensions sont apparues" entre

elles. "Selon Poupette KENZA, Caroline lui aurait pris 350 000 euros de ses revenus via des sociétés à l'étranger et aurait refusé de les lui rendre." Pour en revenir à Amadou, de son vrai nom Éric Love O-O, "ce gros bras a la réputation d'être un nettoyeur, un homme engagé dans le milieu des célébrités pour régler des conflits. Avec des méthodes fortes voire musclées. Il serait notamment intervenu pour le compte d'un célèbre animateur télé ou encore un rappeur adulé...Après avoir été placé en garde à vue dans les locaux de la PJ de Rouen, l'homme a démenti "toute tentative d'extorsion des victimes". Affirmant alors seulement avoir été "engagé pour résoudre un différend entre influenceuses au sujet d'une somme d'argent, sans faire preuve de menaces ni de chantage. Son employeuse serait une influenceuse à Dubaï dont il ne veut pas donner le nom et il aurait accepté cette mission, transmise par les réseaux sociaux, car il espérait que cela aiderait à faire carrière dans le milieu de la sécurité privée. Le 1er mars 2024, Éric Love O-O. est mis en examen et écroué."

Poupette KENZA nie les faits

Une version plausible puisque "des messages troublants" ont été "retrouvés sur le téléphone du pseudo Amadou. Ceux-ci "laissent entendre que l'influenceuse et son compagnon donnaient des directives au maître chanteur." Poupette KENZA n'a pas

pu être interrogée "pendant de longs mois", car elle se trouvait aux Émirats arabes unis. Mais elle est revenue en France pour un mariage, et c'est alors à ce moment-là que celle qui serait enceinte de son troisième enfant a été "placée en garde à vue à son arrivée le 3 juillet par la police judiciaire avant d'être déférée ce dimanche 7 juillet au palais de Justice de Rouen et mise en examen à son tour et incarcérée." Poupette KENZA a réagi par le biais de son avocat Me Mourad Battikh, niant alors les faits : "Ma cliente conteste fermement toute tentative d'extorsion. Elle ne savait rien des méthodes de cet homme (Éric Love O-O.), qui lui a été présenté par un intermédiaire et qui lui promettait de régler son différend financier avec rapidité, professionnalisme et sans aucune menace physique, sans quoi elle n'aurait jamais accepté ses services." Rappelons qu'elle est devenue l'influenceuse française la plus suivie sur Snapchat, avec ses plus d'1,6 millions d'abonnés en plus de ses fidèles internautes sur Instagram ou YouTube. "Son principe : partager son quotidien de mère de famille de deux enfants, sans filtre et avec dérapages. On la voit ainsi se filmer en train de malaxer le crâne mou de son fils de 9 mois après une chute ou encore en train d'essayer de réanimer son époux à coups de pied dans le torse alors que celui-ci semble en pleine crise d'épilepsie..."

DISPARITION D'EMILE AU HAUT-VERNET :

Le maire a pris une décision et ça risque de ne pas plaire à tout le monde

Un an jour pour jour que le petit Émile a disparu au Haut-Vernet. Si le petit garçon a été retrouvé sans vie, les circonstances du drame sont toujours un mystère. Ce lundi 8 juillet, pour le premier triste anniversaire de cet événement, le maire du Vernet, François Balique, a pris la parole. Voilà une journée que le maire du Haut-Vernet, François Balique, aurait sûrement voulu ne jamais connaître au cours de son mandat. Mais ce lundi 8 juillet marque le premier anniversaire de la disparition du petit Émile, le garçon de deux ans qui a échappé à la vigilance de ses grands-parents dans le hameau du Haut-Vernet alors qu'il débutait ses vacances. Une disparition qui a mis la commune des Alpes-de-Haute-Provence en lumière de manière bien triste. Un an jour pour jour après le début de cette terrible histoire qui a fasciné les Français, François Balique, maire du Vernet, a accepté de prendre la parole lors d'un entretien accordé à BFM DIC1. Comme le précise le site, l'élu a longtemps décliné cette invitation, ne voyant pas vraiment d'intérêt à s'exprimer sur le sujet, un an plus tard. Mais il a finalement changé d'avis, confiant n'avoir rien oublié de ces premières heures de doute, avant que le village du Vernet ne bascule en plein cauchemar. François Balique n'oubliera jamais cette terrible fin d'après-midi

du 8 juillet 2023. Après avoir entendu parler de la disparition d'un petit garçon, le maire n'avait qu'une idée en tête : le retrouver vivant. Mais si tous les espoirs étaient permis, le week-end de Pâques a finalement mis fin à toutes les espérances avec la découverte des ossements du petit Émile, retrouvés par une randonneuse, complètement bouleversée. Depuis, François Balique s'est fait une promesse, celle d'assurer la sécurité et la tranquillité de son village, ainsi que le bon déroulement de l'enquête : "Je me suis préoccupé de deux choses, à savoir la protection du village car nous avons été sous le feu des projecteurs. Et tout faire pour que l'enquête puisse nous conduire à connaître la vérité sur la disparition d'Émile et sur les circonstances de son décès. [...] On a besoin de savoir. Un enfant de deux ans et demi, ça ne me meurt pas comme ça. Ces questions méritent des réponses, mais peut-être que nous ne saurons jamais... Il faudra vivre avec ce doute."

François Balique n'a pas voulu organiser d'hommage

Un an plus tard, le mystère n'a pas été résolu. Et loin du maire de la ville l'idée de remuer le couteau dans la plaie. C'est la raison pour laquelle il "ne prévoit aucun hommage, aucune prise de parole pour ce si triste anniversaire." Là où d'autres trouve-



raient normal voire même obligatoire de mettre en place une marche blanche ou des rassemblements à cette occasion, François Balique n'y tient pas particulièrement, au risque de voir sa décision critiquée de toutes parts. Le maire a ses raisons : "Le Vernet est une commune pastorale et touristique. Les bergers sont dans leurs alpages. La saison touristique démarre et je souhaite qu'elle se fasse le plus normalement possible, pas comme l'an dernier. Pour les touristes comme pour les rési-

dences secondaires" a affirmé l'élu toujours à BFM DIC1. C'est donc avant tout pour une question de tranquillité et d'apaisement que le maire refuse de marquer cette journée. Il le sait de toute manière, les curieux et les journalistes seront sans doute au rendez-vous. Et pour lui, organiser un événement de ce genre serait mettre en avant "un drame pour la famille, pour le village, pour les Français" : "On ne devrait pas avoir le droit de quitter la vie à deux ans et demi dans un village paisible."

14 août 1965, Le jour où le réalisateur Roger

Vadim épouse Jane Fonda

Ils se marient dans une suite de l'hôtel Dune, à Las Vegas, après deux ans d'une vie marquée par une grande liberté sexuelle. Vadim est de la race des Warren Beatty et Frank Sinatra : un sex addict qui a épinglé à son tableau de chasse quelques-unes des plus belles femmes de la planète. Avant d'épouser la magnifique Jane Fonda le 14 août 1965 à Las Vegas, le beau Roger s'est quand même payé le luxe de séduire Brigitte Bardot, l'actrice danoise Annette Stroyberg, Catherine Deneuve... Sans parler des centaines de beautés et d'escort-girls louées à Madame Claude que cet adepte de l'amour libre a mises dans son lit par une, par deux, par trois. Roger n'est pas un de ces bourgeois étriqués égoïstes en amour, lui, c'est un généreux qui offre son corps à un maximum de nanas.

JEAN-PASCAL ZADI:

«La situation est tellement chaotique, que notre comédie devient politique»

Dans Pourquoi tu souris ?, réalisé par Chad Chenouga et Christine Paillard, Jean-Pascal Zadi campe Wisi, un sans-abri qui, débarqué à Bordeaux, va se faire passer pour un sans-papiers ivoirien afin de se faire héberger par une humanitaire au grand cœur (Emmanuelle Devos). Il va croiser la route d'un jeune homme sans le sou (Raphaël Quenard) et tous trois vont finir par unir leur solitude et dialoguer ensemble dans ce film qui prône la solidarité. Jean-Pascal Zadi revient sur son rôle dans Pourquoi tu souris ?

APOLLINE DE MALHERBE :

L'animatrice de RMC bouleversée par un changement de dernière minute de BFMTV

Apolline de Malherbe n'a pas assuré la présentation de son émission matinale "Apolline Matin" le mercredi 3 juillet 2024 sur RMC. L'animatrice a été remplacée en dernière minute par Charles Magnien suite à un changement provoqué par BFMTV. Depuis la rentrée 2020, Apolline de Malherbe est à la tête d'Apolline Matin chaque jour sur RMC. La matinale, retransmise par RMC Story à la télévision, a été secouée par un bouleversement le mercredi 3 juillet 2024. Quelle ne fût pas la surprise des aficionados de l'émission de ne pas entendre

la voix d'Apolline de Malherbe en ouverture à 6h30. En lieu et place, c'est celle de Charles Magnien qu'ils ont entendue. L'animateur, que le public peut retrouver à la pré-matinal de RMC et RMC Story, n'a fait aucune mention de l'absence de sa collègue. Celle-ci est intervenue en plateau, après le journal de 8 heures de Quentin Vinet, pour justifier son absence de l'antenne. "Petite frustration quand même d'abord. Je suis évidemment très heureuse d'être avec vous là, vous m'avez manqué dès 6h30 ce matin. Mais c'est pour la bonne

cause...", a-t-elle lancé aux fidèles auditeurs et téléspectateurs d'Apolline Matin tout en évoquant "un marathon politique de 24 heures".

Pourquoi Apolline de Malherbe a été remplacée par Charles Magnien dans Apolline Matin ?

Dès lors, pourquoi l'animatrice, dont la famille est propriétaire d'un château du XVIIe siècle, n'a pas assuré la présentation de sa matinale alors qu'elle avait bien donné rendez-vous à ses auditeurs et téléspectateurs la veille ? Son absence a été motivée par

un changement de dernière minute orchestré par BFMTV. Cette dernière a décidé de lui confier les commandes d'une émission spéciale. En soirée, la chaîne, où Raquel Garrido a eu un vif accrochage avec Laure Lavallette, proposera Face à BFM. L'émission, diffusée en direct dès 20h30, sera portée par trois personnalités politiques de premier plan à l'approche du second tour des élections législatives. Sous la complicité de Maxime Switek, Nicolas Doze et Benjamin Duhamel - dont l'un des frères est une star de l'Opéra -, Apolline de Mal-

herbe interrogera Gabriel Attal (Ensemble pour la République), Marine Tondelier (Nouveau Front Populaire) et Jordan Bardella (Rassemblement national). Afin de se consacrer pleinement à la préparation de cette émission spéciale, l'animatrice a dû se résoudre à céder à Charles Magnien la présentation d'Apolline Matin. En revanche, elle a bien assuré son Face à face, retransmis par BFMTV et RMC entre 8h35 et 8h55. Elle y a reçu Xavier Bertrand, président Les Républicains de la région Hauts-de-France.

ORAN: Lever de rideau du festival culturel du théâtre professionnel de Sidi Bel-Abbès

La 14e édition du festival culturel du théâtre professionnel de Sidi Bel-Abbès, s'est ouverte lundi soir au théâtre régional "Abdelkader Alloula" d'Oran, avec la participation de six troupes en lice et en présence d'une foule constitué essentiellement d'amateurs du 4e art.

Dans un message lu par le directeur du développement et de promotion des arts au ministère de la Culture, Cheddad Bezigh en ouverture de ce festival, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a souligné "nous célébrons l'art, le théâtre et les créateurs dans le sillage de la mémoire de grands noms artistiques pour partager avec l'ensemble d'artistes et de dramaturges leur fête créative dans ce festival culturel local du théâtre professionnel de Sidi Bel-Abbès dans sa 14e édition". "En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune soutenant la créativité et pour encourager les créatifs à travers l'organisation de telles manifestations, nous confirmons notre grand souci de valoriser les efforts destinés à servir le théâtre en Algérie", a affirmé la ministre. "Dans le secteur de la culture et des arts et conformément à des visions sérieuses et des objectifs spécifiques, nous œuvrons à catalyser toutes les énergies et offrir aux dramaturges l'atmosphère la plus appropriée pour fournir l'effort et relever davantage de défis", a-t-elle déclaré. "L'édition de 2024 de ce festival intervient à un moment où nous rémérorons la naissance d'un artiste de la trempe des grands qu'est Ab-



delkader Alloula qui a beaucoup donné au théâtre algérien et à travers lui nous exprimons notre fierté de notre théâtre et de ceux qui nous ont quitté laissant une grande empreinte et ceux encore en vie à poursuivre ce parcours", a-t-elle ajouté. Soraya Mouloudji a qualifié le festival de Sidi Bel-Abbès de "valeur ajoutée et acquis portant des germes d'illustration à travers un riche programme, surtout que cette 14e édition se tient en hommage à un grand critique

dramaturge qu'est le professeur et critique théâtral Kamel Mustapha Bendimerad, un maître des dramaturges et des critiques". La cérémonie d'ouverture de cette édition, organisée exceptionnellement à Oran parce que le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès fait l'objet d'une opération d'aménagement, a été marquée par la présentation de spectacles du théâtre de rue signés par la coopérative du théâtre "Ed-Dik" et la troupe "El Halqa" de Sidi Bel-Abbès et un

autre en genre de Halqa animé par les artistes Nibal Abdelkader, Abbès Sedjraoui et Amine Missoum. La soirée inaugurale a été marquée par la présentation de la pièce "La mémoire", interprétée par les artistes Fadéla Hachmaoui, Brahim Hachamoui et Tounès Ait El Hadj, qui ont présenté des scènes et des séquences dans lesquelles ils évoquent des hommes du théâtre ayant fait la gloire du quatrième art en Algérie et dont l'étoile a brillé dans plusieurs manifestations en Algérie et à l'étranger, notamment le regretté artiste Abdelkader Alloula, né en 1939 dont le jour de naissance est le 8 juillet, date d'organisation de ce festival. Etant donné que cette édition du festival du théâtre professionnel de Sidi Bel-Abbès rend hommage au critique de théâtre, Kamel Mustapha Bendimerad, un documentaire a été projeté abordant la carrière de ce chercheur encore prolifique, honoré pour ce qu'il produit dans le domaine de la critique théâtrale, en plus de ses écrits dans le domaine des médias culturels. A noter qu'il a été journaliste à l'APS jusqu'à son départ à la retraite. L'artiste Fadéla Hachmaoui a été également honorée, en reconnaissance de cette actrice chevronnée qui a toujours excellé sur scène aux côtés de grandes figures du théâtre algérien depuis les années

soixante-dix du siècle dernier, dont les regrettés Abdelkader Alloula et Sirat Boumeidiene, en plus de rôles interprétés dans des séries télévisées. La pièce "Philophobie", écrite et mise en scène par Yahia Benhamou et produite par l'Association culturelle des jeunes des années 60 de la ville d'Oran a ouvert le bal de la compétition théâtrale, qui met en lice six pièces programmées dans le cadre du festival, que sont "Kemlet" de Tindouf, "Pandora" d'El Bayadh, "Les secrets de la nuit" de Relizane, "Ma Kabla El Masrah" (Avant le théâtre) et "Houwa wanta wana" (Lui, toi et moi) de Mostaganem. Le jury de cette compétition, présidé par l'artiste Fouzia Ait El Hadj, est constitué de quatre noms célèbres que sont Samir Bouanani, rapporteur, Hakim Dekkar, Khaled Belhadj et Djellab Benabdallah comme membres. Le programme de cette manifestation de quatre jours comporte plusieurs activités dont une conférence abordant "la critique théâtrale" et "Eclairages dans le champ de la mémoire théâtrale", entre autres, ainsi que des séances de vente d'un ouvrage sur le quatrième art, et la tenue d'un atelier de formation sur l'art de la comédie, dédié à l'artiste défunt, le dramaturge Belfadel Sidi Mohamed (1964-2024).

MOSTAGANEM: Lancement de la 27e édition du festival national du théâtre scolaire

La 27e édition du festival national du théâtre scolaire s'est ouverte lundi à Mostaganem, avec la participation de troupes théâtrales de 14 wilayas sous le slogan "Le théâtre illumine notre parcours". La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle, qui se poursuit jusqu'au 10 juillet courant à la maison de la culture "Ould Abderrahmane Kaki", a eu lieu en présence des autorités locales et de membres du corps éducatif et des troupes participantes de différentes wilayas. Elle s'inscrit dans le cadre de la célébration de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, a indiqué la directrice de wilaya de l'éducation à Mostaganem, Hassiba Sarmoum qui a déclaré, dans son allocution d'ouverture que "l'organisation de la 27e édition du Festival national de théâtre scolaire coïncide cette année avec la joie, les festivités de la célé-

bration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse". "Le secteur de l'éducation nationale, au cœur de cette ère, œuvre, en plus de la bonne acquisition du savoir, à approfondir l'enracinement et la véritable maîtrise des connaissances et des applications technologiques en demeurant attaché aux valeurs nationales et à la fierté d'appartenance à la patrie, et là intervient le rôle du théâtre scolaire pour éclore les énergies de créativité et contribuer efficacement à la préservation de la mémoire nationale et sa transmission aux générations", a-t-elle souligné. Une exposition est organisée avec les troupes participantes des trois piliers de l'éducation et un spectacle artistique et théâtral a été présenté en parallèle, en plus d'un hommage honorant un nombre d'élèves et d'établissements scolaires pour leurs réalisations dans divers do-



maines au cours l'année scolaire 2023-2024. A partir de ce lundi soir, les œuvres théâtrales participant à cette édition seront présentées devant un jury composé d'hommes de théâtre et d'éducateurs pour les évaluer en axant sur la dimension morale et éducative de l'œuvre théâtrale. Or-

ganisée par la direction de l'éducation de la wilaya de Mostaganem, cette manifestation culturelle vise à mettre en exergue les performances des élèves dans le domaine du 4e art, promouvoir le sens artistique et créatif et découvrir de jeunes talents.

Journées Fatiha Berber du théâtre pour jeunes

Les Journées nationales Fatiha Berber du théâtre pour jeunes, qui sont à leur 2e édition, s'ouvrent ce mardi soir à la salle de spectacles «Isser», dans la wilaya de Boumerdès, sous le slogan «Le quatrième art, un miroir pour nous tous». Ces Journées sont initiées par l'Association El Manara de Corso, wilaya de Boumerdès. L'évènement rend hommage à une figure emblématique du théâtre et du cinéma algériens, Fatiha Berber, décédée le 16 janvier 2015. Il se veut aussi une occasion pour les jeunes talents de faire montre de leurs créativité.

7 pièces au menu

Sept pièces seront représentées sur scène dans le cadre de la compétition, dans l'espoir de décrocher l'un des 6 prix des Journées. Pour la même occasion, les organisateurs vont rendre hommage à des artistes algériens encore en vie, qui remettront aux lauréats les prix de la compétition. Il s'agit de Hamza Djaballah pour le prix de la meilleure scénographie, Hakim Dekkar pour le prix du meilleur comédien, Nidal al Jazairia pour celui de la meilleure comédienne, Youcef Taouint pour le prix du meilleur texte et enfin Ahmed Rezzag pour le prix de la meilleure réalisation. Les œuvres en compétition sont, «Hna ou l'hij» (ici et ailleurs) de l'Association Mahfoud Touahri de Miliana, «El Louba» (le jeu) de la coopérative Ahl el fen, d'Alger, «Asderdef» (Tâtonnement) de la Coopérative Machahu de Tizi Ouzou, «Douar el oumyane» (le village des aveugles) de l'Association Théâtre et jeune de Tiaret, «Takhrihfounai» (double affabulation) de l'Association Besma, «El djebana» (le cimetière) de l'Association Moubdioun bila houdoud d'Annaba et «El mahkama» de l'Association Chabab ou founoun de Tablat.

Des artistes arabes à l'honneur

Pour rappel, lors de la première édition, qui s'est tenue en décembre 2021, La pièce théâtrale «Sin-nni» de la Coopérative théâtrale «Machahu» de la wilaya de Bejaïa avait remporté le 1er prix. En outre, des artistes arabes seront à l'honneur de la seconde édition des Journées nationales Fatiha Berber. Il s'agit des Tunisiens Ahmed Benbrahim El Kechbati, Khaled Bouzid, des Palestiniens Akram Mohamed Abou Chihab et Abd-Ennacer Naef Mohamed Al Saoud, représentant des journées de la Ligue culturelle nationale palestinienne.

FESTIVAL DE FANTASIA:

Des spectacles inédits à l'occasion de la fête de l'indépendance



Le Festival national de fantasia s'est ouvert, samedi à l'hippodrome du Caroubier, avec la participation de près de 300 cavaliers représentant 29 wilayas qui ont enchanté un public nombreux passionné de l'art équestre, un legs culturel séculaire puisé des traditions populaires algériennes, dans le cadre du programme de la wilaya d'Alger

relatif à la célébration du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. Organisé par la Fédération équestre algérienne, en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger, le festival a été marqué par des spectacles individuels et collectifs, les cavaliers brandissant des épées et tirant des

coups de baroud, en déclamant des poèmes révolutionnaires en hommage aux résistances populaires. La manifestation s'est déroulée en présence de plusieurs membres du Gouvernement, du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, de la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, ainsi que des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie et la famille révolutionnaire. Les cavaliers issus de plusieurs wilayas, à savoir Tissemsilt, El Bayadh, Touggourt, Tiaret, Aïn Defla, Chlef, Tébessa, Blida et Adrar ont présenté des performances exceptionnelles au public, symbolisant la bravoure et la résistance de l'Algérien à travers l'histoire. A cette occasion, le secrétaire général de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger, Amine Saad, a indiqué que le Festival national de fantasia, organisé sous le haut patronage du wali d'Alger,

avait connu "une participation remarquable de 265 cavaliers de 29 wilayas" soulignant que cette manifestation sportive et culturelle, qui s'inscrit dans le cadre du programme de célébration du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, était une "occasion de raviver et de promouvoir ce type de culture populaire qui reflète l'authenticité du patrimoine algérien". Pour sa part, le représentant de la Direction de la jeunesse, des sports et de loisirs (DJSL) de la wilaya d'Alger, Kaidi Ahmed, a précisé que parallèlement à l'organisation du Festival national de fantasia, il a été procédé au lancement du Festival de la chanson berbère au niveau de la promenade des Sablettes (Alger) avec la participation de plusieurs troupes artistiques spécialisées dans ce genre de musique faisant partie du patrimoine algérien, issues de différentes wilayas et ce, en coordination avec la ligue des activités culturelles de la wilaya d'Alger.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE :

L'Algérien Amoura rejoint le VfL Wolfsburg pour cinq ans

L'attaquant algérien Mohamed Amine Amoura a quitté son club belge de l'Union Saint Gilloise pour rejoindre le club de première Division allemande, le VfL Wolfsburg, pour un contrat de cinq ans, qui s'étend jusqu'à l'été 2029, contre un chèque d'environ 18 millions d'euros, ont rapporté lundi plusieurs médias étrangers.

Je suis fier de rejoindre un aussi grand club en Allemagne que le VfL Wolfsburg. A mon arrivée en Suisse, j'ai toujours eu en tête de franchir de nouveaux caps. Cela a commencé avec la Belgique, où j'ai beaucoup progressé à travers l'Union Saint Gilloise, et aujourd'hui je me retrouve en Allemagne, avec un championnat de Bundesliga qui me convient parfaitement", a déclaré le joueur devant les médias après sa signature. Agé de 24 ans, l'ancien buteur de l'Entente de Sétif avait inscrit 21 buts et délivré 7 passes décisives l'an dernier sous les couleurs du club belge, qui l'avait recruté pour environ quatre millions d'euros du club suisse, Lugano. Des statistiques relativement intéressantes pour sa première saison dans le championnat de Belgique, où il a disputé 41 matchs, toutes compétitions confondues. Ce bon rendement n'a



pas laissé les recruteurs indifférents, puisque le jeune international algérien a reçu plusieurs propositions, dont celle du VfL Wolfsburg, qui a fini par l'engager.

Amoura ne sera donc resté qu'une saison à l'Union Saint Gilloise qu'il quitte avec tout de même la Coupe de Belgique, remportée le jeudi 9 mai dernier, au stade Roi Bau-

douin de Bruxelles, après la victoire en finale face à Antwerp (1-0). Le natif de Jijel, ville côtière du nord-est algérien, est le deuxième algérien à porter les couleurs du VfL Wolfsburg après l'ancien milieu international Karim Ziani (2009-2011). Le prestigieux club allemand sort cependant d'une saison tout juste moyenne en Bundesliga, puisqu'il a terminé 12e au classement général, avec seulement 37 points, et quelques longueurs d'avance sur la zone de relégation.

Amoura :

« Le projet sportif m'a séduit »

L'attaquant algérien, Mohamed Amine Amoura qui s'est engagé aujourd'hui avec la formation allemande de Wolfsburg pour cinq saisons en provenance de la Royale Union Saint Gilloise, s'est exprimé sur son choix. L'international al-

gérien était très content d'avoir opté pour ce club de la Bundesliga et l'a dit au micro du club. « J'ai d'abord parlé avec mon agent, puis nous avons discuté avec Sebastian (Schindzielorz, directeur sportif), son projet m'a beaucoup plu, c'est ce qui m'a décidé à signer. En plus, de grands joueurs sont passés par là dont Kevin De Bruyne et Karim Ziani qui est algérien aussi. Je suis venu ici pour tenter d'aider le club à décrocher une place européenne la saison prochaine », a affirmé Amoura à la chaîne Youtube de VfL Wolfsburg. Il dira aussi concernant son style, « Je joue beaucoup en profondeur et en dribble et je marque. Je suis timide mais sur le terrain j'ai la grinta, sur le terrain j'aime mouiller le maillot. » Il est utile de rappeler que Amoura portera le numéro 9 avec Wolfsburg.

ATHLÉTISME
/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE
DU NORD DES U16:

Signature
d'une convention
de partenariat
entre l'Algérie
et la Tunisie



La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a annoncé lundi la signature d'une convention de partenariat avec son homologue tunisienne, à quelques jours du coup d'envoi des Championnats d'Afrique du Nord des moins de 16 ans, prévus les 11-12 juillet courant à Aïn Drahem (Tunisie). "Outre l'échange d'expériences, ce partenariat permettra aux athlètes algériens de bénéficier d'une prise en charge pendant leurs stages ou leurs compétitions en Tunisie, et il en sera de même pour les athlètes tunisiens lorsqu'ils viendront en Algérie" a détaillé l'instance fédérale dans un communiqué, diffusé sur son site officiel. La sélection algérienne (garçons et filles) des moins de 16 ans s'était regroupée le 5 juillet courant à Souk El Tenine, dans la Wilaya de Béjaïa, avant de se rendre à Annaba, puis à Aïn Drahem. Plusieurs records nationaux sont tombés dernièrement chez les moins de 14 ans et les moins de 16 ans, preuve que l'athlétisme algérien se porte bien chez les jeunes catégories et c'est de bon augure avant ces Championnats nord-africains. Le retour en Algérie est prévu le 13 juillet, soit 24 heures après la fin de la compétition, a encore annoncé la Fédération.

MERCATO :

Chetti aurait opté
pour l'USMA

L'USM Alger semble tenir sa première recrue durant ce mercato estival en la personne d'international algérien Ilyes Chetti. En effet, on croit savoir d'une source bien informée qu'Ilyes Chetti l'ancien joueur du Wydad de Casablanca a trouvé un terrain d'entente avec l'USM Alger. Chetti qui était à deux doigts de faire son retour à la JS Kabylie aurait donc préféré opter pour les Rouge et Noir. Pour rappel, après la résiliation de son contrat avec le WAC, le natif de Annaba était en contact avec trois clubs ; la JSK, le MCA et enfin l'USMA.

CR BELOUZDAD :

Le cas Rais M'Bolhi a été tranché !

Sous contrat jusqu'au 31 août 2025, Rais Mbolhi n'aura pas été une belle expérience pour le CR Belouizdad. À son contrat onéreux et controversé s'est ajouté un parcours pauvre et sans reliefs. D'où la décision assez logique du board belouizdadi de résilier l'accord le liant à l'ex-portier des Verts. Techniquement, Rais Mbolhi n'est plus au CRB depuis son retour prématuré de la CAN le mois de janvier dernier. Blessé à l'époque à une main, le gardien de 38 ans avait demandé, selon la version officielle, à se soigner en France. Depuis, au revoir et merci !

Seulement 8 matchs joués !

Alors que son recrutement coûtait à la trésorière du club pas moins de 600 millions chaque mois (soit près de 42 000 euros mensuels), le champion d'Afrique n'a joué au bout du

compte que 6 matchs en championnat et 2 rencontres de Ligue des Champions CAF en tout et pour tout. Le reste du temps, ou il était blessé ou il était chez lui, une clause de son contrat l'autorisait à ne pas s'asseoir sur le banc s'il n'était pas annoncé titulaire. Une mise colossale pour un moins de gain qui relance dès lors la version selon laquelle le gardien de 38 ans n'avait consenti un transfert au CRB que pour accroître ses chances de jouer la CAN. Une fois celle-ci derrière, on ne l'a plus revu. Enfin, jusqu'à récemment sur des photos en compagnie d'Islam Slimani et Riyad Mahrez en vacances puis lors de la fête de mariage de ce dernier. Sur le principe, le lien entre le CRB et Rais Mbolhi est rompu depuis belle lurette. Reste le contrat. Encore valide jusqu'au 30 juin 2025,



l'ancien portier d'Al Ittifaq ne sera néanmoins pas reconduit. Ayant décidé de le libérer, la direction du

Chabab a décidé du gel de son salaire en prévision de sa convocation prochaine pour négocier son départ.

MCA :

Zakaria Draoui signe un contrat record...



Les gros bras de la Ligue 1 Mobilis se sont lancés dans une course à la surenchère à qui mieux mieux. Ça se négocie à coups de centaines de millions et des records sont allégrement explosés ce lundi. Selon nos informations exclusives, le milieu défensif Zakaria Draoui (30 ans, libéré par le Wydad Casablanca) s'est engagé au MC Alger pour un salaire mensuel hors norme de... 8 millions de DA !

Record d'Algérie battu ! Non il ne s'agit pas d'une médaille d'or décrochée par un valeureux athlète aux Jeux Olympiques. Mais d'un record du championnat algérien en matière de salaire versée à un joueur de football. L'arrivée sonnante et trébuchante de Ilyes Chetti à l'USM Alger pour un salaire record de plus de 600 millions de centimes a été occultée immédiatement par le transfert de Zakaria Draoui au MC Alger au cours d'une transaction qui reste à ce jour la plus élevée jamais contractée par un club de la Ligue 1 Mobilis. Le Doyen, champion d'Algérie en titre, annonçait en effet en grandes pompes la signature de Draoui, récent joueur du Wydad Casablanca (Maroc) jusqu'en juin 2027. La Gazette du Fennec a appris de ses sources que le milieu de terrain, également courtisé par la JSK et son ancien club le CRB, a obtenu un salaire stratosphérique de 800 millions de centimes (soit près de 55 000 euros par mois). Ce qui fait de lui le plus gros salaire jamais octroyé par un club algérien à un joueur de football.

NOUVEAU STADE DE TIZI OUZOU :

La date de son inauguration enfin connue !

Prévue initialement à l'occasion du jour de l'indépendance, l'inauguration du nouveau stade de Tizi-Ouzou par le président de la République Abdelmadjid Tebboune se fera officiellement ce mercredi à l'occasion d'une visite de ce dernier à la wilaya. Bon à entrer en service, le nouveau stade de Tizi Ouzou, baptisé au nom de l'Historique Hocine Ait Ahmed, attend son inauguration officielle. Selon une information parvenue à La Gazette du Fennec, la date a finalement été fixée après plusieurs changements. Prévue initialement à l'occasion de la fête de l'indépendance, le 5 juillet dernier, l'étréne se fera officiellement ce mercredi 10 juillet en marge d'une visite dans la wilaya du président

de la République, Abdelmadjid Tebboune. Enceinte bâtie aux normes internationales et d'une capacité de 50 000 places, le stade Hocine Ait Ahmed devrait être offert à la JS Kabylie qui y recevra ses matches à domicile à compter de la saison prochaine. Pour rappel, ce grand stade a fait l'objet d'une vive polémique la semaine dernière à cause d'un logo de la JSK accroché à sa façade principale jugée par les fans des Canaris trop petit et rédhitoire, obligeant le Wali de Tizi Ouzou à intervenir pour ordonner son changement dans les plus brefs délais. Pour le reste, l'enceinte est impeccable et devrait donner une fière allure au club le plus titré du pays.

ATHLÉTISME/CHAMPIONNATS
ARABES U23:

Ben Naïdja offre
une 4e médaille d'or à l'Algérie

Ahmed Ayoub Ben Naïdja a offert à l'Algérie une quatrième médaille d'or aux Championnats arabes des moins de 23 ans actuellement en cours à El Ismaïlia (Egypte), en remportant le concours du triple saut, disputé lundi après-midi au Stade du Canal de Suez, avec un saut mesuré à 16,02 mètres. De son côté, Anes Djayahia s'est contenté de la médaille de bronze, après sa troisième place au 3000 mètres steeple, portant ainsi le total provisoire de l'Algérie à dix médailles : 4 or et 6 bronze. Les trois premières médailles d'or algériennes dans cette compétition ont été remportées par Haïthem Chenitef (1500 mètres), Rahil Hamel (100 mètres/haies) et Ismail Benhammouda (10.000 mètres/marche). Pour ce qui est des cinq précédentes médailles de bronze, elles ont été l'œuvre de Malak Fertouni (400 mètres), Ghania Rezik (1500 mètres), Melissa Touloum (10.000 mètres/marche), Wissam Souissi (javelot) et Amine Ouhioune (saut en hauteur). L'Algérie a engagé un total de 22 athlètes dans cette compétition, qui se déroule du 6 au 9 juillet à El Ismaïlia, avec l'objectif de représenter au mieux les couleurs nationales, tout en essayant de récolter le maximum de médailles possible. Les autres athlètes algériens engagés dans cette compétition sont: Lina Maria Guedal (4x400 mètres), Lina Benaïbouche (lancer de poids), Rokaïa Mouici (800m et 1500m), Malak Belhadi (100m/haies), Darine Hadil Rezik (saut en hauteur) et Wissal Harkas (triple saut) chez les dames, ainsi que Mohamed Skander Bahbouh (disque), Louaï Lamraoui (saut en longueur), Mohamed Seif-Eddine Hafsi (800 mètres), et Abderrahmane Djaber (saut en hauteur).

أخبار وطنية

روبورتاجات

تحقيقات

حوارات

تساوي

EL-DIWAAN
اليومية وطنية متخصصة لثقافية



ED

DIWAN



Mercredi 10 Juillet 2024

NÉPAL:

Des inondations et des glissements de terrain font au moins 14 morts

Des pluies torrentielles, provoquant des crues soudaines et des glissements de terrain, ont tué au moins quatorze personnes au Népal et neuf personnes sont portées disparues, a annoncé la police ce dimanche 7 juillet. Des inondations en Inde voisine, ainsi qu'au Bangladesh, ont également causé des dégâts considérables et touché des millions de personnes. Les autorités népalaises ont mis en garde contre de nouvelles crues soudaines de plusieurs rivières après de fortes précipitations observées depuis jeudi.

CARAÏBES :

Plus de 260 000 personnes touchées par l'ouragan Beryl

La porte-parole du Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'aide humanitaire (OCHA), Vanessa Huguenin, a indiqué que plus de 260 000 personnes ont été touchées par l'ouragan Beryl, qui a touché les Caraïbes, et que les évaluations sur cette question se poursuivent. Déclarant que l'ouragan est tout à fait unique en termes de son intensification rapide, Huguenin a souligné que "l'ouragan Beryl, qui a laissé une traînée de destruction observée d'abord à Grenade et à Saint-Vincent, puis a touché la Jamaïque, pourrait également affecter le Belize et le Mexique aujourd'hui et ce week-end". Elle a fait savoir que des évaluations sont en cours pour mesurer toute l'étendue des dégâts. Selon les estimations actuelles, "environ 40 000 personnes sont touchées à Saint-Vincent-et-les Grenadines, plus de 100 000 à la Grenade et 120 000 en Jamaïque, encore au début de l'urgence". Ces chiffres, selon elle, "doivent donc être pris avec prudence. Nous continuerons à les évaluer et nous espérons que nous aurons une image plus claire à mesure que le processus progresse". Expliquant qu'il y avait parfois des difficultés à obtenir les informations nécessaires auprès de ses collègues sur le terrain, Huguenin a souligné que "la plupart des bâtiments dans les zones touchées par l'ouragan ont été endommagés".

GLISSEMENT DE TERRAIN EN INDONESIE:

11 morts et 35 disparus près d'une mine d'or illégale

Un glissement de terrain près d'une mine d'or illégale dans le centre de l'Indonésie a fait au moins 11 morts et une trentaine de disparus, a indiqué lundi un responsable des services de secours dans un nouveau bilan. Le glissement de terrain, provoqué par de fortes précipitations qui se sont abattues sur la région, s'est produit samedi soir dans un village isolé du district de Bone Bolango, dans la province de Gorontalo, a déclaré M. Heriyanto, directeur de l'agence locale de recherche et de secours, qui comme beaucoup d'Indonésiens ne porte qu'un seul nom.

ETATS-UNIS :

Deux morts et 19 blessés dans une fusillade à Détroit

Une fusillade de masse survenue tôt dimanche matin dans la ville américaine de Détroit a fait au moins deux morts et 19 blessés, selon les informations préliminaires de la police de l'Etat du Michigan. La police de l'Etat du Michigan, qui assiste les services de la police de Détroit dans l'enquête, a déclaré dans un tweet dimanche que personne n'avait été placé en garde à vue concernant l'incident. Les victimes ont été transportées à l'hôpital St. John, ont rapporté les médias locaux. Détroit a vécu une autre fusillade le 1er juin, lorsque quatre personnes ont été abattues lors d'une fête de quartier à laquelle participaient plus de 100 personnes. Plusieurs zones côtières du Texas ont été évacuées en raison d'alertes aux inondations et aux cou-



pures de courant à l'approche de Beryl, qui a repris de la force dans la nuit de dimanche à lundi, redevenant un ouragan. "Les vents maximums soutenus de Beryl ont atteint près de 120 km/h. Selon ces chiffres, Beryl (qui avait été rétrogradé en tempête

tropicale, nldr) est redevenu un ouragan. Nous nous attendons à un renforcement supplémentaire avant qu'il ne touche terre sur la côte texane", a indiqué le Centre national des ouragans des Etats-Unis (NHC) dans son dernier bulletin.

ESPAGNE :

Démantèlement d'une organisation criminelle spécialisée dans le trafic de migrants et de drogue en provenance du Maroc



La Guardia Civil espagnole a mené une opération lors de laquelle une importante organisation criminelle spécialisée notamment dans le trafic de drogue et de migrants en provenance du Maroc a été démantelée, ont rapporté des médias locaux faisant état de la saisie de près de 2.300 kilos de haschisch et l'interception de 160 migrants clandestins.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA: Décès d'un enfant palestinien à cause de la faim

Un enfant Palestinien de six ans est décédé à cause de la famine et de la sécheresse dans la bande de Gaza, a rapporté dimanche l'agence de presse palestinienne, Wafa, citant des sources médicales, portant à 41 le nombre de victimes de malnutrition dans l'enclave, en proie à des agressions sionistes barbares depuis neuf mois. L'enfant martyr de Deir al-Balah, dans le centre de Gaza, est décédé à la suite de malnutrition, de déshydratation et du manque de fournitures médicales, à l'hôpital de de Shuhadaa Al-Aqsa, ont indiqué les mêmes sources. Des sources médicales avaient précédemment annoncé qu'une cinquantaine d'enfants souffraient de malnutrition et de famine dans le nord de Gaza.



Le rappeur américain P. Diddy visé par une nouvelle plainte pour agression sexuelle



Sean Combs, de son vrai nom, fait déjà l'objet de plusieurs plaintes dans lesquelles les victimes présumées le décrivent comme un prédateur sexuel violent, qui utilisait alcool et drogues pour obtenir leur soumission. Dans la dernière plainte déposée mercredi, le rappeur, connu par son surnom P. Diddy, est accusé de s'être servi de l'actrice Adria English « comme d'un pion sexuel pour le plaisir et le bénéfice financier d'autres personnes », lors de soirées dans les Hamptons, dans l'Etat de New York, et en Floride, entre 2004 et 2009.

LE MUKAAB :

Le colossal gratte-ciel futuriste annoncé par l'Arabie Saoudite pour 2030

Le Mukaab sera un géant architectural en forme de cube. La structure en question sera située au cœur de Riyad, la capitale du pays. L'objectif semble clair : combiner une forme cubique reconnaissable dans le monde entier avec des panneaux triangulaires superposés. Le Mukaab s'élèvera au-dessus de la PIF Tower (385 mètres) et du Burj Rafal (308 mètres) en tant que plus haut bâtiment de Riyad.

Huit morts dans des fusillades au Cachemire indien

Deux soldats et six rebelles présumés ont été tués dans deux échanges de tirs survenus au Cachemire sous administration indienne, a annoncé dimanche la police. Les autorités locales ont « effectué deux opérations distinctes » dans des villages du district de Kulgam, a précisé à l'AFP le chef de la police du Cachemire Vidhi Kumar Birdi. Selon le responsable, deux membres des forces de sécurité sont morts dans ces opérations et les affrontements se poursuivent dans les villages de Modergram et Frisal Chinnigam. Le Cachemire est divisé entre l'Inde et le Pakistan depuis leur indépendance du Royaume-Uni en 1947. Les deux voisins ont fait trois guerres pour contrôler ce territoire himalayen.

INDE :

Six personnes arrêtées après une bousculade mortelle lors d'un prêche religieux

En Inde, une bousculade lors d'un prêche religieux a causé la mort d'une centaine de personnes. Suite à ce drame, six personnes ont été arrêtées par la police. Après la bousculade mortelle, la police passe à l'action. Six personnes ont été arrêtées jeudi en Inde deux jours après les faits qui ont enteuillé le rassemblement d'un prédicateur hindou. Le dernier prêche du gourou Bhole Baba mardi à Hathras, ville proche du célèbre Taj Mahal, à environ 140 km au sud-est de la capitale indienne New Delhi, a été suivi par une bousculade qui a causé la mort de 121 personnes. Les autorités avaient autorisé 80.000 personnes à assister à son prêche, soit moins d'un tiers des 250.000 fidèles qui s'y sont finalement rendus. Le gourou a affirmé ne pas se cacher de la police et décline toute responsabilité dans l'accident. Les six personnes arrêtées « travaillaient principalement en tant que bénévoles, et s'occupaient de la gestion des foules et de la collecte de fonds », a annoncé l'inspecteur général de la police.

RUSSIE:

Incendie dans un dépôt d'explosifs après une attaque de drones ukrainiens

«Plusieurs drones ont été détectés et détruits dans la nuit par les systèmes de défense anti-aérienne au-dessus de la région de Voronej», a écrit sur Telegram le gouverneur régional Alexandre Goussev. «La chute de leurs débris a provoqué un incendie dans un dépôt» dans le district de Podgorenski où «des explosifs ont commencé à détoner», a-t-il ajouté. Des secouristes ont été dépêchés sur les lieux et l'évacuation des habitants d'une localité située à proximité du dépôt en feu était en cours, selon la même source.